

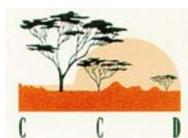


# REPUBLIQUE DU NIGER

CABINET DU PREMIER MINISTRE  
CNEDD  
Conseil National de l'Environnement  
pour un Développement Durable

MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE  
CONTRE LA DESERTIFICATION  
DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PROGRAMMATION

## **ACTUALISATION DE LA CONTRIBUTION DU SECTEUR FORET ET PECHE A LA FORMATION DU PIB**



OCTOBRE 2003

Coopération Italienne

## TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	page 8
INTRODUCTION :	page 11

### PREMIERE PARTIE CONTRIBUTION ACTUELLE DU SECTEUR FORET ET PECHE AU PIB GLOBAL

CHAPITRE I : PRODUITS ACTUELLEMENT PRIS EN COMPTE	page 12
1.1 Quelques concepts de base de la comptabilité nationale	page 12
1.2 PIB du secteur, ses éléments constitutifs et la méthodologie de calcul	page 13
1.2.1 Les produits pris actuellement en compte	page 13
1.2.2 Méthodologie de calcul	page 13
1.2.3 Détermination de la valeur ajoutée	page 14
CHAPITRE 2 : LIMITES DE L'APPROCHE ACTUELLE DE DÉTERMINATION DU PIB DU SECTEUR FORET ET PÊCHE.	page 18
2.1 Les limites liées à la détermination du PIB du secteur	page 18
2.1.1 Limites Méthodologiques	page 18
2.1.2 Limites liées à l'éventail des produits pris en compte	page 19
2.2 Les contraintes liées à la détermination du PIB du secteur	page 20

### DEUXIEME PARTIE INVENTAIRE DES PRODUITS ET SYNTHÈSE DES PRODUITS A PRENDRE EN COMPTE

CHAPITRE I : INVENTAIRE DES PRODUITS DU SECTEUR FORET ET PÊCHE PAR RÉGION	page 22
INTRODUCTION	page 22
1.1 RÉGION DE TILLABERY :	page 23
1.1.1 Liste de produits dominants dans la région de Tillabery;	page 23
1.1.2 Liste de quelques produits de la région par ordre d'importance.	page 23
RÉGION DE DOSSO	page 25
1.2.1 Liste de produits dominants dans la région de Dosso ;	page 25
1.2.2 Liste de quelques produits de la région par ordre d'importance.	page 25
1.2.3 Proposition des produits à intégrer	page 25
1.3 RÉGION DE TAHOUA	page 25
1.3.1 Listes des produits dominants de la région de Tahoua ;	page 26
1.3.2 Liste de quelques produits de la région par ordre d'importance.	page 27
14 REGION DE MARADI	page 28
1.4.1 Liste des produits de la région de Maradi	page 28
1.4.2 Liste de quelques produits de la région par ordre d'importance.	page 28
1.4.3 Produits proposés à l'intégration	page 29
1.5 REGION DE DIFFA	page 30
1.5.1 Liste des produits dominants	page 30

<b>1.5.2 Classement des produits par ordre d'importance</b>	<b>page 30</b>
<b>1.5.3 Les produits à intégrer</b>	<b>page 31</b>
<b>1.6 REGION D'Agadès</b>	<b>page 32</b>
<b>1.6.1 Liste des produits dominants</b>	<b>page 32</b>
<b>1.6.2 Classement des produits par ordre d'importance</b>	<b>page 33</b>
<b>1.7 REGION DE ZINDER</b>	<b>page 34</b>
<b>1.7.1 Liste des produits de la région de Zinder</b>	<b>page 34</b>
<b>1.7.2 Classement des produits par ordre d'importance</b>	<b>page 35</b>
<b>1.7.3 Produits à intégrer</b>	<b>page 36</b>
<b>CHAPITRE II : SYNTHÈSE DES PRODUITS A INTEGRER</b>	<b>page 38</b>
<b>2.1 Critère de choix :</b>	<b>page 38</b>
<b>2.2 Synthèse des produits à prendre en compte au niveau national</b>	<b>page 38</b>
<b>2.2.1 Moringa oleifera</b>	
<b>2.2.2 Adansonia digitata</b>	<b>page 38</b>
<b>2.2.3 Corchorus tridens</b>	<b>page 39</b>
<b>2.2.4 Hyphaene thebaica</b>	<b>page 39</b>
<b>225 Balanites aegytiaca</b>	<b>page 39</b>
<b>226 Borassus aethiopicum</b>	<b>page 40</b>
<b>227 Ziziphus mauritiana</b>	<b>page 40</b>
<b>228 Cassia tora</b>	<b>page 41</b>
<b>229 Acacia nilotica</b>	<b>page 41</b>
<b>2210 Basia senegalensis</b>	<b>page 41</b>

TROISIEME PARTIE  
VERS UNE AMELIORATION DE LA  
CONTRIBUTION DU SECTEUR AU PIB

<b>CHAPITRE 1 : LA RÉÉVALUATION DES PRODUITS PRIS EN COMPTE</b>	<b>page 42</b>
<b>1.1 Contribution des produits déjà pris en compte peut être améliorée</b>	<b>page 42</b>
<b>1.1.1 Cas du bois</b>	<b>page 42</b>
<b>1.1.1.1 Sous-évaluation liée à la non prise en compte du déséquilibre structurel entre l'offre et la demande</b>	<b>page 43</b>
<b>1.1.1.2 Sous-évaluation liée à la non prise en compte de la spécificité du produit et à la non soutenabilité du processus de prélèvement actuel</b>	<b>page 44</b>
<b>1.1.2 La Sonichar : le charbon minéral au secours des forêts</b>	<b>page 45</b>
<b>1.1.2.1 Quelques implications de l'utilisation du charbon minéral Comme substitut du bois de chauffe</b>	<b>page 46</b>
<b>1.1.2.2 Le charbon minéral et le bois: quelques informations économiques et techniques</b>	<b>pages 46</b>
<b>1.1.3. Cas du poisson:</b>	<b>page 47</b>
<b>1.1.3.1 La non prise en compte de la production de Diffa comme une grande défaillance du système de calcul actuel</b>	<b>page 51</b>

1.1.3.1.1 Le système de suivi sur les informations de pêche ( SSIP) une enquête à grande portée macro-économique	page 51
1.1.3.1.2 Plus de sept (7) milliards sur deux (2) en un an	page 52
1.1.3.1.3 Les conséquences macro-économique d'une enquête	page 52
1.1.3.1.4 Les données recueillies par le service de l'environnement de N'guimi confirment l'importance de la production régionale	page 53
1.1.4 Cas du miel	page 55
1.1.5 Cas du tamarin	page 58
1.1.6 Cas des feuilles du doumier	page 58
1.1.7 Cas de la Gomme arabique	page 60
CHAPITRE II : LES NOUVEAUX PRODUITS A INTEGRER, UNE NOUVELLE ESTIMATION DU PIB FORET ET PECHE ET SES CONSEQUENCES SUR LES AUTRES AGREGATS	page 63
2.1 PROPOSITIONS DES PRODUITS A INTEGRER	page 64
2.1.1 <i>Cassia tora</i>	page 65
2.1.2 Feuilles de baobab	page 66
2.1.3 <i>Ziziphus mauritiana</i>	page 66
2.1.4 <i>Chorchorus tridens</i>	page 67
2.1.5 Fruits, feuilles et fleurs de <i>Balanites aegyptiaca</i> :	page 67
2.1.6 Fruits de <i>Boscia senegalensis</i>	page 68
2.1.7 Rônier	page 68
2.1.7.1 Bois	page 68
2.1.7.2 Fleurs du Rônier	page 68
2.1.7.3 Miritchi	page 68
2.1.7.4 Fruits	page 68
2.1.8 <i>Moringa oleifera</i>	page 70
2.1.9 Natron	page 71
2.2 LES ACTIVITES LIEES A LA FAUNE ET A LA PHARMACOPEE	
2.2.1 Faune	page 72
2.2.2 Pharmacopée	page 72
2.3 NOUVELLE VALEUR DU PIB FORÊT ET PÊCHE ET SES IMPLICATIONS SUR LE PIB RURAL ET LE PIB GLOBAL	page 74
CHAPITRE III : COMMENT AMELIORER LE SYSTEME	page 76
1.1 Les principales proposition d'amélioration	page 76
CONCLUSION	page 78

## LISTES DE TABLEAUX ET FIGURES

<b>Tableau 1 :</b> Evolution du PIB total , rural , forêt et pêche et PIB forêt et pêche en % du rural et du PIB total entre 1990 – 2001	page15
<b>Tableau 2 :</b> Evolution du PIB forêt et pêche en % du PIB total de 1990 en 2001	page 16
<b>Tableau 3 :</b> Prix moyens de certains produits et sous – produits sur les marchés de la région de Tillabery	page 24
<b>Tableau 4 :</b> Prix moyens de certains produits et sous-produits du secteur dans le département de Dosso.	Page 26
<b>Tableau 5 :</b> Prix de certains produits forestiers dans la région de Tahoua	page 27
<b>Tableau 6 :</b> Prix de certains produits forestiers dans la région de Maradi	page 29
<b>Tableau n°7</b> prix de certains produits forestiers dans la région de Diffa	page 30
<b>Tableau n°8</b> prix de certains produits forestiers dans la région d'Agadès	page32
<b>Tableau n°9</b> prix de certains produits forestiers dans la région de Zinder	page35
<b>Tableau 10 :</b> Evolution de la production contrôlée du poisson dans la région du Tillabery entre 1984 et 2002	page 48
<b>Tableau 11 :</b> Evolution de la production contrôlée du poisson dans la région du Tillabery entre 1984 et 2002 ( 1984 = 100)	page 49
<b>Tableau 12:</b> Estimation, en % de la quantité de poisson qui échappe au contrôle du circuit officiel ;	page 50
<b>Tableau 13 :</b> Estimation de la V.A (valeur ajoutée) de la pêche en 2001 et 2002 (en millions de Fcfa)	page 50
<b>Tableau n° 14</b> Récapitulatif de la valeur de la production par mois	page52
<b>Tableau n°15:</b> statistique de poisson en 11 mois selon le service des Eaux et Forêt de N'guimi	page53
<b>Tableau n° 16:</b> fourchettes des prix selon les types de poisson	page 54
<b>Tableau 17:</b> Évolution de la production contrôlée du miel dans la région de Tillabery Entre 1985 et 2002	page 55
<b>Tableau 18 :</b> Estimation de la V.A du miel en 2001 et 2002 en millions de Fcfa	page 58

<b>Tableau 19 :Production, valeur et part de la gomme arabique dans le PIB selon la méthodologie actuelle de calcul de 1993 à 2002</b>	<b>page61</b>
<b>Tableau 20 : Estimation actuelle de la production de la gomme arabique</b>	<b>page61</b>
<b>Tableau 21: Nouvelle estimation de la contribution des produits forestiers retenus dans le PIB</b>	<b>page62</b>
<b>Tableau 22 : PIB forêt et pêche sur la base des nouvelles estimations</b>	<b>page74</b>
<b>Tableau 23 : Valeur avant et après estimations de PIB forêt et pêche , global , rural Et PIB forêt et pêche en % du PIB global et du PIB rural en 2002</b>	<b>page75</b>

Graphique N°1 PIB total, PIB Rural, PIB foret et pêche de 1990 à 2001	page 16
<b>Graphique N°2</b> PIB foret et pêche en % du PIB total            entre 1990 et 2001	page 17
<b>Graphique N° 3</b> <b>Évolution de la production contrôlée du poisson dans la région de Tillabery de 1984 à 2002</b>	<b>Page 48</b>
Graphique N°4 <b>Évolution de la production contrôlée du poisson dans la région de Tillabery 19984 – 2002 (1984 = 100)</b>	<b>page49</b>
Graphique N°5 <b>Evolution de la production contrôlée de miel dans la région de Tillabery 1985 à 2002</b>	<b>page 55</b>

## PREAMBULE

L'objectif de ce travail n'est pas de calculer le PIB forêt et pêche, encore moins de dire, de manière, péremptoire que ce PIB fait tel pourcentage du PIB global. C'est vrai qu'on a procédé à un certain nombre d'estimations sur quelques produits. C'est tout aussi vrai qu'à la suite de ces différentes estimations on n'a pas résisté à la tentation de procéder, de manière sommaire, à un cumul pour déterminer quel pourcentage du PIB global représentent les produits objet de ces estimations conformément au thème «Actualisation de la contribution du secteur forêt et pêche à la formation du PIB ». Mais, tout cela vise à attirer l'attention des différents décideurs et autres partenaires du développement rural sur la situation d'un secteur dont l'importance ne peut se résumer à son seul apport économique direct (contribution au PIB). Pour ce qui est des chiffres découlant des estimations effectuées sur quelques produits, ils pourraient servir de repère et de base d'orientation pour des investigations plus approfondies dans le futur afin de parvenir à un PIB forestier plus proche de la réalité. Quant à ce travail dans son ensemble, il serait souhaitable qu'il soit perçu comme le début d'un processus visant à accorder beaucoup plus d'intérêt à un secteur, non seulement incontournable dans la mise en place des conditions d'un développement durable, mais aussi dans lequel certaines couches les plus pauvres de la population mènent des activités génératrices des revenus. Ainsi, ce travail s'articule autour d'un certain nombre d'idées essentielles.

Première idée-force : L'importance du secteur forêt et pêche dépasse largement son apport économique autrement dit sa contribution directe à la création de la richesse globale. Toutefois, sur le strict plan d'une telle contribution, ce secteur génère des richesses qui ne sont à l'heure actuelle ni sérieusement répertoriées, ni économiquement évaluées, ni correctement prises en compte dans le calcul de la richesse nationale. Ainsi, un certain nombre de produits forestiers autour desquels se mènent des activités génératrices des revenus ont été identifiés dans toutes les régions du pays. Cependant, seule une enquête approfondie sur ces produits peut permettre de mieux appréhender la contribution de ce secteur à la création de la richesse nationale. Maintenant il appartient à l'Etat d'agir en vue de mettre la collecte, le traitement, l'analyse et la vulgarisation des informations parmi ses priorités.

Deuxième idée-force : Aujourd'hui, il est de plus en plus question de la durabilité : durabilité de la croissance, durabilité du développement pour dire qu'il n'y a ni croissance durable ni développement durable sans respect de l'environnement. La notion de durabilité doit être une préoccupation essentielle quand on envisage le secteur forêt et pêche sous l'angle de sa contribution à la création des richesses. Cette question de l'apport économique direct du secteur sous étude doit être traitée avec beaucoup de précaution. En effet, la croissance du PIB du secteur forêt et pêche peut être générée par des activités qui causent de graves dommages à l'environnement ; c'est notamment ce qui arrive quand les prélèvements liés à ces activités ne sont pas maintenus à un niveau écologiquement rationnel. En un mot, une forte croissance du PIB forêt et pêche n'est pas forcément une bonne chose pour une collectivité car cette croissance économique peut, dans certains cas, cacher un désastre écologique.

Troisième idée –force : Même si les produits de ce secteur sont consommés à la fois dans les campagnes et dans les centres urbains, ce sont surtout les populations rurales qui sont directement les plus intéressées par leur production, leur cueillette, leur utilisation et leur commercialisation.. Ces populations rurales qui comptent 86% des plus pauvres n'ont,

généralement, d'autres stratégies de survie, en cas de crise alimentaires, que de se jeter sur les ressources environnementales. Ainsi, ces populations apparaissent à la fois comme des agents directs de la dégradation de l'environnement et les premières victimes de cette dégradation. Il faut éviter que ce cercle vicieux de pauvreté ne se referme sur ces populations et, dans une telle optique, il serait très utile et souhaitable d'arriver à la fixation des seuils maxima de prélèvements de ces ressources en vue de leur gestion durable. Cela montre l'impérieuse nécessité de sortir les activités de collecte, de production, de cueillette et de commercialisation de ces ressources de leur caractère informel actuel.

Quatrième idée-force : La non prise en compte, dans un cadre formel, avec un système de suivi permanent des activités relatives au secteur sous étude peut avoir de graves conséquences sur l'environnement car ces pauvres ruraux, menacés dans leur existence ne peuvent que continuer à prélever sur l'environnement leurs moyens de subsistance sans tenir compte des conséquences économiques et écologiques de leurs actes. Un affamé n'a pas beaucoup de choix ; il n'a pas le temps de penser ni aux générations futures ni au réchauffement de la terre. La Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) doit ici montrer toute son efficacité si on veut à la fois améliorer les conditions d'existence des populations, accroître les richesses provenant de l'exploitation des ressources naturelles et sauvegarder l'environnement.

Cinquième idée-force : Le bois constitue un exemple typique, d'une ressource naturelle dont le mode d'exploitation actuel entraîne une dégradation accélérée de l'environnement.

C'est vrai que l'utilisation du bois comme source d'énergie offre beaucoup d'avantages et en particulier pour les couches les plus pauvres de la population ; celles-ci y trouvent une source d'énergie qu'elles peuvent se procurer au jour le jour et qui n'exige aucun investissement additionnel pour son utilisation contrairement aux autres sources d'énergies alternatives (le gaz par exemple). C'est, aussi vrai qu'il sera difficile de faire progresser de manière significative la consommation des autres sources d'énergie tant que les revenus de ces populations ne connaissent pas une amélioration notable. Toutefois, le maintien du rythme actuel de la consommation du combustible ligneux se traduira forcément par une accélération de la dégradation des ressources naturelles et à terme par, entre autres, un durcissement des conditions d'existence des mêmes populations.

Aujourd'hui la destruction du couvert naturel ne profite, pour l'essentiel, qu'aux commerçants/ transporteurs du bois qui achètent ce produit à vil prix et viennent l'écouler à un prix excessif auprès des consommateurs finaux.

Sixième idée force: Comme il a été dit plus haut, l'objectif de cette étude n'est de calculer le PIB du secteur sous étude. Il s'agit plutôt de montrer que la contribution du secteur forêt et pêche au PIB ne peut être fixée à 4% sur trente; et ensuite d'arriver à démontrer que cette contribution dépasse largement 4%; tout ceci a déjà été démontré au travers trois articulations essentielles:

- D'abord au travers la mise en relief des limites de la méthodologie appliquée pour évaluer cette contribution;
- Ensuite au travers l'obtention de la liste des produits jusqu'ici pris en compte dans les calculs et la mise en relief de l'étroitesse de l'éventail de ces produits;
- Enfin avec la mise en exergue d'importantes richesses que renferme ce secteur, richesses qui n'ont été jusqu'ici ni inventoriées ni fait l'objet d'intégration dans les calculs des richesses d'année en année;

La mission des consultants dans les trois régions visitées en dernier lieu ( Diffa, Agadès et Zinder) a largement confirmé les précédentes tendances; en effet, ces régions renferment, elles aussi, d'importantes richesses non encore intégrées dans les calculs. De plus, pour les perspectives d'avenir cette mission a permis de relever deux ( 2) choses essentielles ayant rapport avec cette étude:

- Le retour progressif du lac au Niger et l'importance que prend la pêche dans l'extrême est du pays. Le secteur forêt et pêche verra sans doute sa contribution au PIB devenir encore beaucoup plus appréciable compte tenu de l'importance de cette production de poisson qui n'a pas été intégrée dans les calculs auparavant;
- Les efforts que fait la Sonichar, encouragée en cela (paraît-il), par les plus hautes autorités du pays, pour promouvoir la consommation du charbon minéral à la place du bois de chauffe comme source d'énergie cuisine; à terme, ceci pourrait se traduire par réduction de la pression sur l'environnement et la consolidation de la durabilité.

*Tels sont, entre autres, quelques-uns des aspects mis en relief à travers les pages qui suivent dans l'espoir, une fois encore, de dégager quelques pistes et de susciter des réactions porteuses d'avenir de la part des différents intervenants dans le secteur de l'environnement. Dans une telle optique, il s'agit de fonder beaucoup d'espoir, particulièrement sur les pouvoirs publics qui demeurent, ici, irremplaçables dans leurs rôles de conciliation des objectifs, de médiation entre le court, le moyen et le long terme, de régulation, de réglementation et de protection.*

## INTRODUCTION

Le Niger est un pays sahélien de dimension très modeste sur le plan économique. Le pays n'arrive pas encore à dégager un taux de croissance économique assez suffisant pour, ne serait-ce que compenser, de manière durable, son essor démographique. Cette inadéquation entre une croissance économique médiocre (1,9% en moyenne entre 1900 et 2000) et l'essor démographique du Niger (3,3% en moyenne sur la même période) explique pour une large part l'appauvrissement continue sa population. Ainsi le Niger appartient au PMA (pays les moins avancés) ; il a occupé, et ce de manière constante, l'une des quatre dernières places dans le classement des pays selon l'Indice du Développement Humain (IDH) durant les douze dernières années. Cette situation d'approfondissement de la pauvreté a été illustrée par l'Enquête Budget Consommation de 1993. Celle-ci a révélé, en effet que plus de 63% de la population nigérienne vivent en dessous du seuil de pauvreté (75.000 Fcfa en milieu urbain et 50.000 Fcfa en milieu rural). Elle a aussi mis en relief que le phénomène de pauvreté frappe plus les populations rurales tandis que les femmes et les enfants sont les groupes les plus vulnérables. Il est à remarquer que malgré cet état d'extrême pauvreté et les déficits alimentaires quasi-chroniques, le Niger n'a jamais connu des mouvements massifs de ses populations. Cette capacité de résistance et d'adaptation des populations nigériennes s'explique, au moins en partie par le rôle de régulation que joue le secteur «forêt et pêche» en matière de sécurité alimentaire. En plus de ce rôle de véritable bouclier contre l'insécurité alimentaire, les produits de ce secteur (poisson, bois, fruits divers, les gommes, les différents produits de la faune, les feuilles, les produits façonnés, les écorces, les racines diverses, etc.) ont des valeurs (d'usage et d'échange) certaines. En effet, ces produits sont utilisés dans la construction, comme combustibles et comme de précieux auxiliaires pour traiter plusieurs maladies (pharmacopée). Tout ceci fait d'un tel secteur un axe privilégié de toute stratégie de développement à la base qui se veut efficiente et un levier prioritaire dans la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP). C'est pour toutes ces raisons qu'il est d'un grand intérêt de connaître l'importance économique, le potentiel de production et les règles de gestion des ressources naturelles issues du secteur «forêt et pêche». Dans l'économie nigérienne, l'importance de ce secteur peut être perçue à quatre niveaux :

- Sa contribution à la sécurité alimentaire en particulier dans les zones rurales ;
- Son rôle dans la réduction de la pauvreté ;
- Sa contribution à la création des richesses ;
- Sa place de choix dans les actions à mener en vue d'un développement durable.

Cette étude qui fait l'objet du présent rapport s'articule autour d'un diagnostic de la situation actuelle de ce secteur quant à son apport au PIB et l'identification des stratégies devant permettre une meilleure évaluation de sa contribution à la création de la richesse nationale.

Plus précisément ce travail comprend trois parties :

- L'appréciation de la contribution actuelle du secteur au PIB ;
- La nécessité d'élargir l'éventail de produits à prendre en compte ;
- La proposition d'amélioration de la contribution du secteur «forêt et pêche» au PIB.

## **PREMIERE PARTIE**

### CONTRIBUTION ACTUELLE DU SECTEUR FORET ET PECHE AU PIB GLOBAL

#### **CHAPITRE I** : PRODUITS ACTUELLEMENT PRIS EN COMPTE

##### **I.1 QUELQUES CONCEPTS DE BASE DE LA COMPTABILITE NATIONALE**

La comptabilité nationale fournit des instruments de mesure qui permettent d'appréhender de manière synthétique la situation économique d'un pays. Elle décrit de manière comptable les activités économiques d'un pays sur une période (généralement l'année). Elle a de nombreuses utilités parmi lesquelles on peut citer :

- La mise en cohérence des informations statistiques de diverses origines ;
- La publication des informations économiques globales et chiffrées au profit de différents utilisateurs ;
- Donner la possibilité de comparer dans le temps (mesure de croissance) et dans l'espace (comparaison entre les pays).

Avant de présenter la méthodologie de prise en compte du secteur sous étude dans le PIB, il est utile de passer brièvement en revue quelques concepts nécessaires à la compréhension de cette méthodologie.

- La production : la production est une activité consistant à créer des biens ou des services nouveaux.
- La consommation intermédiaire (CI) : c'est la valeur des biens et services consommés lors d'un processus de production.

La mesure ou la valorisation des agrégats ci-dessus se fait en appliquant les prix de base (prix auxquels ont été cédées les quantités produites ou consommées par le producteur).

- La valeur ajoutée : elle est égale à la production moins les consommations intermédiaires.
- Le Produit Intérieur Brut PIB : il est égal à la somme des valeurs ajoutées auxquelles on ajoute les taxes moins les subventions sur les produits.

Au Niger la structure du PIB se présente comme suit :

- Secteur primaire : agriculture, élevage pêche et forêt ;
- Secteur secondaire : activités d'extraction, de fabrication, de production et de distribution d'électricité, gaz et eau, de construction.
- Secteur tertiaire : commerce, transport, autres services

Dans les comptes nationaux publiés jusqu'en 2001, la part du secteur « forêt et pêche » dans le PIB est autour de 4%. Les consommations intermédiaires dans ce secteur sont supposées se situer entre 5% et 10% de la valeur de la production.

Dans ce qui va suivre, il s'agira de voir l'éventail des produits du secteur qui sont, jusqu'ici pris en compte dans le calcul du PIB, et la méthode utilisée pour évaluer sa contribution à la formation de la richesse nationale.

## **I.2 PIB DU SECTEUR « FORET ET PECHE », SES ELEMENTS CONSTITUTIFS ET LA METHODOLOGIE DE CALCUL**

### **1.2.1 Produits pris en compte actuellement :**

Les produits qui font l'objet d'intégration dans le calcul du PIB sont actuellement au nombre de six (6) :

- Le bois – énergie, le bois d'œuvre et de services ;
- Le poisson ;
- La gomme ;
- Le miel ;
- Le tamarin ;
- Le doum.

### **1.2.2 Méthodologie de calcul :**

En l'absence d'informations exhaustives sur les quantités de certains produits, l'estimation de leur production est basée sur l'enquête Budget Consommation réalisée en 1993. Cet état de fait indique la méthodologie de calcul du PIB de la branche d'activité " Forêt et pêche ". Finalement il serait plus juste de parler de méthodologie d'estimation.

Plus précisément, la méthodologie par produit est la suivante :

- Le poisson ou la pêche dans son ensemble : la production et les prix sont fournis par les services techniques concernés ;
- Le miel : la production est considérée comme étant égale à la consommation qui est, selon l'enquête précitée de 0,1 kg par personne et par an ;
- La gomme arabique : la production n'est pas connue de manière exhaustive depuis au moins 1998. On utilise le taux de croissance de la population pour évaluer la production ;
- Le tamarin : la production considérée comme étant égale à la consommation qui est de 0,6 kg par personne par an ;
- Le doum : la production n'est pas connue par les services techniques compétents depuis plus de 20 ans ; pour l'intégrer on utilise l'évolution de la pluviométrie annuelle ;
- Le bois de chauffe : la production est considérée comme étant égale à la consommation qui, elle, est estimée à 255 kg par personne et par an selon une étude de la FAO ; pour le bois de construction, la production suit l'évolution de la construction traditionnelle ; cette dernière étant obtenue sur la base de l'enquête sur le secteur informel réalisée en 1995.

Pour tous ces six produits voilà comment se fait l'estimation de la production. Mais comme nous l'avons vu plus haut, ce sont les valeurs ajoutées qu'on additionne pour avoir le PIB et non les productions. Comment se fait la détermination de ces valeurs ajoutées ?

### **1.2.3 Détermination de la valeur ajoutée :**

La valeur ajoutée c'est la contribution de l'agent producteur à l'activité économique globale. Elle est égale à la valeur de sa production au prix du marché moins les valeurs des biens (matières premières, produits semi - finis) nécessités par cette production. En principe, les biens considérés comme consommations intermédiaires s'incorporent au produit fabriqué pendant le processus productif.

La détermination des consommations intermédiaires du secteur constitue une autre source de difficultés. Pour déterminer la valeur ajoutée au niveau du secteur « Pêche et Forêt » on prend en compte :

- Les produits artisanaux utilisés pour la production ;
- Le petit outillage ou équipement léger.

Le montant des consommations intermédiaires est considéré comme se situant entre 5% à 10% de la production.

La valeur ajoutée ou le PIB de la branche Pêche et Forêt se déduit de la différence entre l'ensemble de la production et les consommations intermédiaires ainsi déterminées.

Sur cette base le PIB forestier a évolué de la manière suivante entre 1993 et 2002.

**Tableau 1** : Evolution du PIB total, PIB rural, PIB forêt et pêche, PIB FP en % du PIB rural et du PIB total entre 1990- 2001

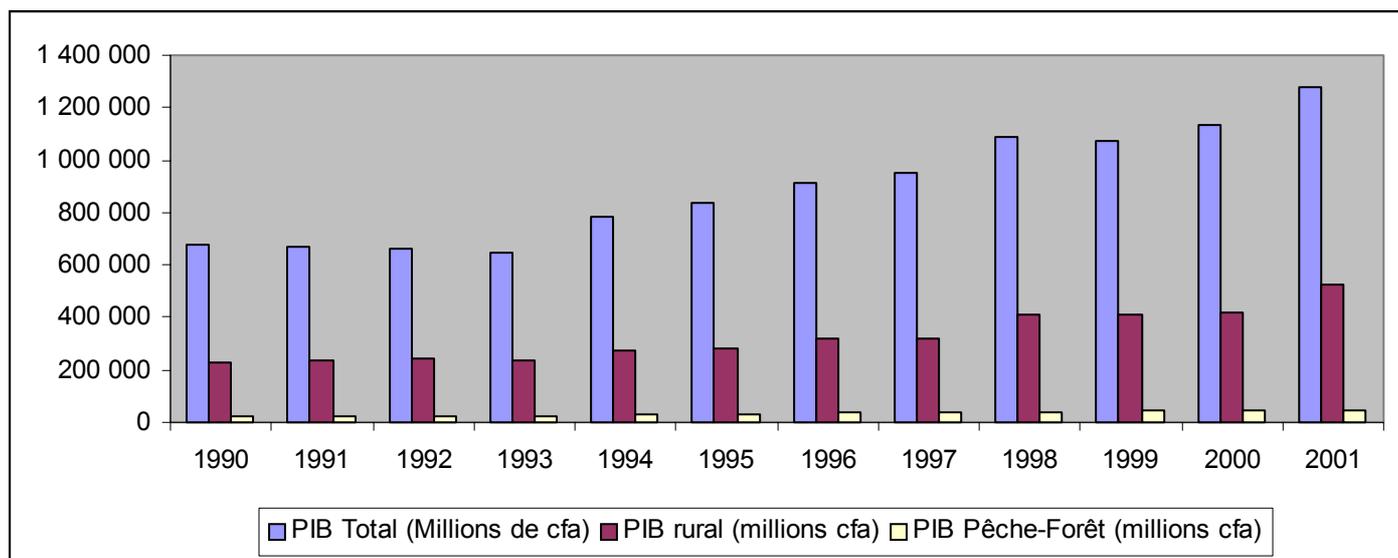
ANNEE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
PIB Total (Millions de Fcfa)	677.230	672.689	658.986	647.382	787.059	834.588	909.707	953.545	1086.730	1.075.155	1.134.712	1.278.104
PIB rural (millions de Fcfa)	228.929	238.173	241.778	239.524	273.237	284.186	316.743	322.572	413.682	414.284	418.239	521.813
PIB Pêche- Forêt (millions de Fcfa)	24.716	24.369	24.920	25.759	28.253	32.437	34.972	38.396	41.682	43.638	47.310	49.399
PIB PF en % PIB rural	10,8	10,2	10,3	10,8	10,3	11,4	11	11,9	10,1	10,5	11,3	9,5
PIB PF en % PIB total	3,6	3,6	3,8	4	3,6	3,9	3,8	4	3,9	4,1	4,2	3,9

**Source : DSCN .**

Sur la période considérée (1990 –2001) le PIB rural a plus que doublé passant de 228.929 millions à 521.813 millions soit une augmentation de plus de 127%. Parallèlement le PIB du secteur forêt et pêche a moins que doublé passant de 24.716 millions à 49.399 millions. Cela revient à dire que les autres composantes du PIB rural (agriculture, élevage...) auraient un rythme d'augmentation plus rapide que les éléments qui composent le PIB du sous secteur forêt et pêche. En fait c'est parce que les activités agricoles et d'élevage font l'objet d'un meilleur suivi, d'une meilleure collecte de données et d'une investigation plus approfondie avec beaucoup plus de moyens que les activités relatives au secteur forêt et pêche ;

**Graphique n°1 : PIB total, PIB rural et PIB forêt et pêche entre 1990 et 2001**

**PIB TOTAL, PIB RURAL, PIB FORET ET PECHE**



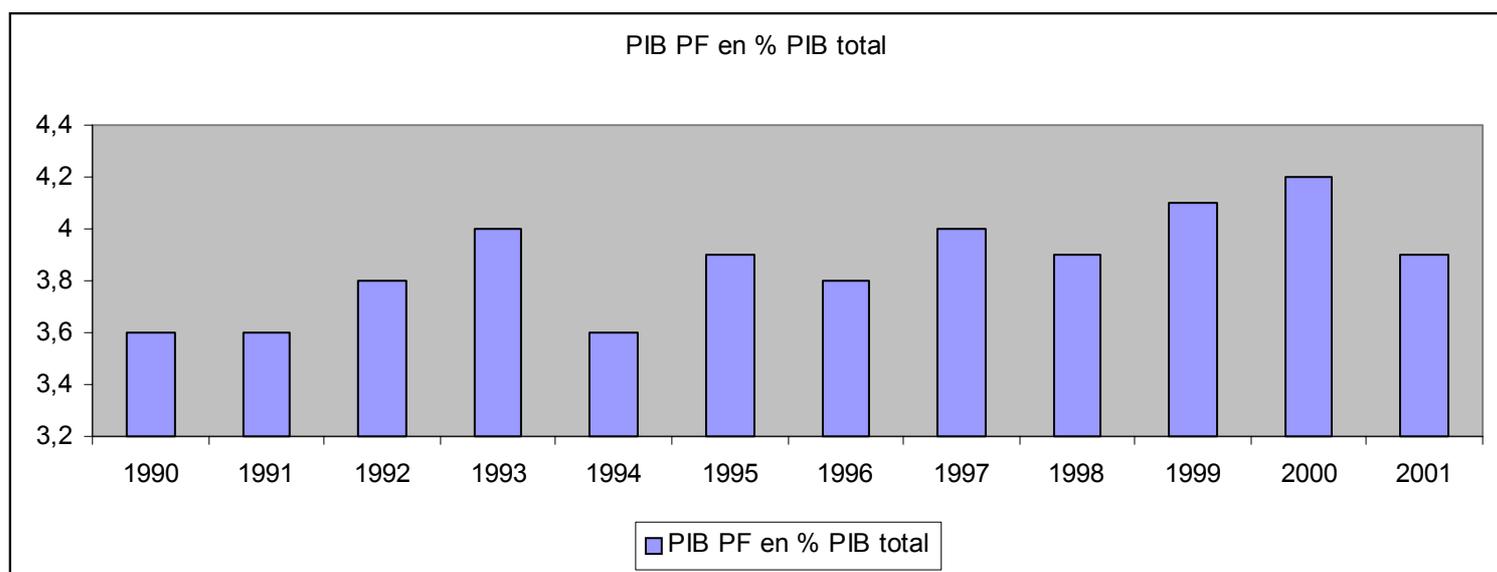
**Le graphique montre le poids peut important du PIB forêt et pêche par rapport au PIB rural et surtout par rapport au PIB total**

**Tableau 2** : Évolution du PIB Pêche et Forêt en % du PIB total de 1990 à 2001

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
PIB PF en % PIB total	3,6	3,6	3,8	4	3,6	3,9	3,8	4	3,9	4,1	4,2	3,9

**Source : DSCN**

## Graphique n°2 PIB forêt et pêche en % du PIB total entre 1990-2001



**Source :** Direction des Statistiques et des Comptes Nationaux

Dans ce tableau sur les douze années considérées (1993- 2001) le PIB du secteur sous étude a été huit (8) fois au-dessous du 4% du PIB et seulement quatre (4) fois au-dessus.

Finalement, à y regarder de près la contribution de ce secteur ne fait pas les 4% toujours avancés.

## **CHAPITRE 2 : LIMITES DE L'APPROCHE ACTUELLE DE DÉTERMINATION DU PIB DU SECTEUR FORET ET PÊCHE.**

### **2.1 Les limites liées à la détermination du PIB du secteur:**

Telle que présentée, l'approche actuelle de détermination du PIB du secteur comporte un certain nombre de limites.

#### **2.1.1 Limites Méthodologiques :**

- Cette approche qui consiste à déterminer le PIB forestier sur la base de données relativement anciennes contribue à maintenir dans l'informel les activités menées au niveau du secteur « forêt et pêche » par certaines couches les plus pauvres de la population. De ce fait elle comporte certaines insuffisances pour rendre compte de l'apport réel de ce secteur dans la création de la richesse nationale et de l'évolution d'un tel apport. L'évolution démographique et les multiples pressions sur l'environnement permettent une revalorisation économique et culturelle de certains produits et sous produits du secteur « forêt et pêche » qu'une telle méthode ne permet pas de prendre en compte. L'exemple de l'excellent pâturage aérien que constituent les fruits du gao qui ne faisaient l'objet d'aucun échange il y a seulement quelques années et qui sont vendus entre 1.500f et 3.000 Fcfa le sac selon les régions aujourd'hui est assez révélateur de ce processus de valorisation.

- Cette approche n'intègre pas un suivi et un contrôle permanent avec une réglementation et une maîtrise des activités du secteur. Or, en absence de tout contrôle, les actions des populations peuvent avoir des effets néfastes sur l'environnement. En effet toute mauvaise récolte, toute baisse des revenus des populations se traduisent généralement par des pressions supplémentaires sur les ressources naturelles (surexploitation en vue de l'autoconsommation et/ ou de la commercialisation). Aujourd'hui, certaines espèces végétales sont sérieusement menacées du fait que leurs fruits, à l'état immature, font l'objet d'une exploitation et d'une commercialisation intense au vu et au su, malheureusement, de tous les acteurs impliqués dans la gestion des ressources naturelles. C'est notamment le cas du palmier doum à propos duquel les populations impliquées dans le commerce des feuilles nous ont lancé un véritable cri d'alarme. Effectivement, les effets néfastes de ces actes prédateurs (malgré leur apport économique non négligeable pour certaines couches sociales) contribueront à compromettre toute régénération de l'espace en question ce qui se traduira par la disparition du potentiel ligneux productif avec la filière fruits et feuilles de palme. Il y a là une véritable menace sur l'équilibre écologique (déjà fragilisé) pouvant se traduire par des baisses des rendements agricoles dans les zones actuellement protégées et fertilisées par l'espace.

En définitive, la contribution directe et indirecte de l'espèce à la création de la richesse nationale pourrait être compromise dans les années à venir. L'approche actuelle ne peut permettre d'appréhender tous ces risques qui menacent sérieusement la durabilité de l'équilibre ressources- emploi au niveau du secteur rural.

- Pour un produit comme le miel, la production est supposée être égale à la consommation ce qui suppose que la production d'un tel produit est parfaitement élastique et réponde, de manière automatique, au besoin d'une population en

croissance rapide (3,3% /an ). Autrement dit l'augmentation de la production n'est limitée que par l'accroissement de la population ce qui n'est évidemment pas très réaliste, du moins pour le miel. En effet, ici c'est plutôt la production et les prix qui semblent limiter la consommation et non l'inverse. Le Niger ne vivant pas en autarcie il aurait fallu, pour être réaliste, penser là aussi aux possibilités qu'offre au Niger l'insertion au commerce mondial (possibilité d'importer voire d'exporter).

- Pour ce qui est du cas du bois, la méthodologie fait l'impasse sur le désastre écologique certain en supposant que chaque nigérien peut continuer à recevoir 255 kg par an d'une telle ressource, et ce à un prix dérisoire (de 1.500 à 3.000 Fcfa le stère) . D'une manière générale, cette reconduction automatique des chiffres provenant d'une ancienne enquête, en tenant seulement compte de l'évolution de la population ne peut permettre d'identifier à temps certains dérapages qui peuvent se traduire par de graves déséquilibres dans les rapports hommes/ environnement. Ce manque de suivi des activités du secteur par des enquêtes périodiques sur le terrain peut empêcher de prendre à temps des mesures correctives.

- D'une manière générale, cette approche qui consiste à affecter une certaine quantité ou poids du produit (ce qui revient à supposer que la production évolue en même temps et au même rythme que la population) conviendrait mieux à d'autres produits forestiers, non actuellement pris en compte dans le calcul du PIB, comme par exemple les feuilles alimentaires et certains fruits sauvages. En effet, les quantités disponibles de certains produits forestiers (comme feuilles de baobab, fruits du jujubier, fruits et fleurs de *Balanites aegyptiaca*, *Moringa oleifera*, *Cassia tora*, etc.) peuvent être considérées comme relativement abondantes et leur cueillette (collecte ou production) ne cause pas, à l'heure actuelle, de dommages écologiques majeurs.

- Les produits comme les feuilles de doum et la gomme arabique, ont une importance économique certaine en terme du nombre de filières, des revenus directs et indirects générés, d'emplois créés et des possibilités d'exportation. Pourtant, au lieu de faire l'objet d'enquêtes plus approfondies avec des moyens conséquents, leur production reste liée, dans la méthodologie, à l'évolution de la météorologie et de la population.

### **2.1.2. Limites liées à l'éventail des produits pris en compte :**

Le nombre limité des produits intégrés est une autre insuffisance de l'actuelle approche de calcul du PIB du secteur forêt et pêche.

- L'éventail de six produits sur lequel se base cette approche pour déterminer le PIB du secteur semble trop étroit pour un pays comme le Niger où, 85% de la population vivent dans le monde rural. Pour ces populations la stratégie de survie, au premier plan, repose sur l'exploitation et la commercialisation des produits, sous-produits et produits non ligneux du domaine eaux et forêts.

- Cette approche (limitée à six produits) comporte de sérieuses limites car elle conduit non seulement à écarter du calcul de la richesse nationale la contribution d'une partie de la population mais aussi à ignorer des produits qui ont une grande importance dans la sécurité alimentaire(feilles de baobab, *Cassia tora*, *Boscia*

*senegalensis...*). De plus c'est, en partie, autour d'eux que les populations rurales bâtissent des stratégies pour faire en sorte que des produits alimentaires leur soient plus disponibles et plus accessibles en particulier durant la période de soudure.

- Les entretiens et les enquêtes sur le terrain ont démontré que cette approche ne permet pas de mettre en exergue les divers impacts économiques, sociaux et culturels d'un secteur où se nouent et se dénouent des rapports très complexes non seulement entre les hommes mais aussi entre eux et la nature.

Il y a à l'heure actuelle des multiples contraintes quant à la collecte, le traitement, l'analyse et la vulgarisation des informations statistiques susceptibles de permettre une évaluation de l'apport du secteur au PIB global.

## **2.2 Les contraintes liées à la détermination du PIB du secteur :**

Au cours de nos visites sur le terrain, il ressort clairement que de multiples contraintes rendent difficile la collecte des données relatives au secteur.

La synthèse des réponses avancées se présente comme suit :

- L'insuffisance des moyens aussi bien matériels que humains limite toute possibilité d'enquête en vue de mieux maîtriser les informations sur un tel secteur ;
- Les partenaires ruraux qui se méfient de tout ce qui a rapport avec le circuit officiel par peur des prélèvements obligatoires (impôts et taxes). Ils ne donnent jamais les vraies informations de peur que cela ne se traduise par des impôts et des taxes supplémentaires.
- Dans ce secteur certaines activités sont menées de manières informelles ; en plus les taux d'auto- consommation ( part de la production consommée par le producteur/ la production totale) sont généralement très élevés . Tout ceci fait que l'information disponible sur les richesses générées par le secteur forestier est faible et de mauvaise qualité ;
- Ce secteur est vaste et occupe une frange importante de la population ce qui rend difficile, sans moyens conséquents, la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des données relatives à l'ensemble des zones concernées, aux activités menées et au nombre d'exploitants opérant dans le secteur.
- Même les activités intégrées depuis fort longtemps dans le calcul du PIB sont mal maîtrisées faute de moyens, par manque de motivation des agents et d'une meilleure organisation de collecte, d'évaluation et de suivi.
- Au Niger, depuis plusieurs années, le pouvoir central ne fait pas de la collecte des informations une exigence. Ce manque d'intérêt pour les informations se traduit par un faible développement institutionnel des services des statistiques de l'environnement et l'absence d'une méthodologie adéquate d'évaluation des différentes ressources provenant de ce secteur.

En résumé, concernant les activités génératrices des revenus menées au sein du secteur forêt et pêche, il y a un manque d'évaluation économique sérieuse, des informations statistiques en faibles quantités, disparates et peu fiables d'où un manque de connaissance des potentialités économiques réelles du secteur.



Les groupes sociaux transforment les produits forestiers pour mieux les adapter à leur besoin et à leur culture; ici les lits touaregs en bois.

Pour donner au secteur forêt et pêche un poids plus proche de la réalité dans le calcul de la richesse nationale, il faudrait non seulement mieux maîtriser les productions des produits déjà intégrés mais aussi élargir l'éventail des produits faisant l'objet d'intégration dans ce calcul. A cet effet, dans chacune des régions du pays, il y a une multitude d'autres produits provenant du secteur " forêt et pêche ", importants dans la vie quotidienne de la population. Une liste, non exhaustive, par région, des produits de ce secteur peut donner une idée sur le foisonnement d'activités économiques qui s'y déroulent.

## **DEUXIEME PARTIE : INVENTAIRE DES PRODUITS ET SYNTHESE DES PRODUITS A PRENDRE EN COMPTE.**

### **CHAPITRE I : INVENTAIRE DES PRODUITS DU SECTEUR FORET ET PÊCHE IMPORTANTS PAR RÉGION**

#### **Introduction**

Dans le cadre de cette étude l'équipe des investigations ont été menées à trois niveaux :

- Au niveau des cadres du terrain ;
- Au niveau des marchés ;
- Au niveau des producteurs .

Les enquêtes menées à ces trois niveaux ont permis de collecter dans chaque région deux séries d'informations :

- Une première série d'informations sur les produits et sous- produits les plus connus et sur leurs prix ;
- Une deuxième série d'informations sur les produits et sous produits de chaque région susceptibles d'être éventuellement intégrés au calcul du PIB en tenant compte des critères précis. La liste de ces critères découle de la synthèse des critères provenant de l'enquête auprès des cadres techniques.

Au niveau de chaque région il sera dressé un tableau de certains produits non actuellement intégrés au calcul du PIB et leur prix. Dans la mesure du possible, on a chaque fois donné un prix maximum et un prix minimum pour tenir compte de la rareté ou de l'abondance (période de récolte- cueillette - période de rareté) du produit. Cela nous permettra d'avoir une idée du prix moyen de chaque produit.

Pour l'enquête sur les marchés on a essayé pour chaque produit de voir la répartition des vendeurs par sexe. Ceci pour voir le rôle des femmes, l'une des catégories les plus économiquement vulnérables dans l'écoulement de ces produits.

Il existe, dans chacune des régions, des produits importants mais dont la période de cueillette (production, récolte collective) et de commercialisation ne coïncide pas avec celle de l'enquête actuelle. Pour ces produits les entretiens avec les cadres et les populations d'une manière générale nous ont permis d'avoir quelques idées sur les prix moyens.

Compte tenu du nombre de jours (six) à passer dans chacune des régions il n'a pas été possible aux consultants de visiter tous les marchés.

Ainsi certains marchés ont été ciblés et recommandés par les cadres du terrain.

La liste des produits proposés à l'intégration au niveau de chaque région provient du «classement des produits par ordre d'importance économique» fait par les cadres techniques interrogés. Signalons (cela n'a pas été spécifié dans les différents tableaux), que ces produits font l'objet d'une ou de plusieurs utilisations (alimentation, pharmacopée, artisanat...)

Les régions seront présentées dans l'ordre dans lequel elles ont été visitées.

Pour le cas de Niamey, l'enquête consommation a été menée pour estimer la valeur de certains produits qui proviennent généralement des autres régions. En effet, dans la communauté urbaine de Niamey la production de ces produits peut être considérée comme négligeable.

**Pour les différents produits il n'a été spécifié les différentes utilisations; on retient simplement que la plupart de ces produits connaissent une multitude d'utilisations.**

## **1. 1RÉGION DE TILLABÉRY :**

### **1.1 1 Liste des produits et sous – produits du secteur ” forêt et pêche ” hors bois poisson, miel, gomme, tamarin et feuilles de doum.**

Nom scientifique	Nom en français	Produits générés
<i>Acacia nilotica</i>	Tanin	fruits
<i>Butyrospermum parkii</i>	Karité	
<i>Cassia tora</i>	Cassia	feuilles
<i>Parkia Biglobosa</i>	Néré	Fruits
<i>Moringa oleifera</i>	Pois quénique	feuilles
<i>Vitex doniana</i>	Vitex	fruits
<i>Grewia bicolor</i>	-	fruits
<i>Hyphaene thebaica</i>	Palmier doum	Fruits, feuilles
<i>Borassus aethiopum</i>	Rônier	Fruits, bois, fleurs,...
<i>Adansonia digitata</i>	Baobab	Fruits, feuilles
<i>Ziziphus Mauritiana</i>	Jujubier	fruits
<i>Ziziphus Spina Christi</i>	Jujubier	fruits
<i>Leptedenia hastata</i>	-	Feuilles, fleurs, fruits
<i>Balanites aegyptiaca</i>	Myrobolan d’Egypte	Feuilles, fleurs, fruits
<i>Boscia senegalensis</i>	Boscia	fruits
<i>Diospiros mespilliformis</i>	Faux ébénier	fruits
<i>Sclerocarya birrea</i>	Prunier	fruits
<i>Annona senegalensis</i>	Annone, pomme cannelle du Sénégal	fruits

### **1.1.2 Produits par ordre d’importance :**

Nom scientifique	Nom en français	Produits générés
<i>Cassia tora</i>	Cassia	feuilles
<i>Moringa oleifera</i>	Poids quenique	feuilles
<i>Vitex doniana</i>	Vitex	fruits
<i>Adansonia digitata</i>	Baobab	Fruits, feuilles
<i>Ziziphus Mauritiana</i>	Jujubier	fruits
<i>Balanites aegyptiaca</i>	Myrobolan d’Egypte	Feuilles, fleurs, fruits
<i>Boscia senegalensis</i>	Boscia	fruits
<i>Acacia nilotica</i>	Tanin	fruits
<i>Parkia Biglobosa</i>	Néré	Fruits

**Tableau 3** : Prix moyens de certains produits et sous – produits sur les marchés de la région de Tillabéry

Désignation	Unité de mesure	Prix unitaire moyen( Fcfa)	Nombre d'hommes enquêtés	Nombre de femmes enquêtées	Total personnes enquêtées
Feuilles/ baobab	TIA	50-200	15	10	25
Moringa	Sac	1.500-2.000		22	22
Noix de coco	Noix	150	17		17
Ziziphus	Sac	4.000-10.000	15	20	35
Feuilles de doum	Botte	500		28	28
Fruits de karité	Tia	300		16	16
Feuille de doum	Botte	250		18	18
Moringa oleifera	Tia	50		12	12
Noix doumier	Sac	3.500		7	7
Néré	Tia	400		9	9
Noix de rônier	1 Fruit	15		3	3
Beurre de Karité	Boule	75		11	11
Balanites	Sac	3.000-5.000		7	7
<b>Total (H- F)</b>	-	-	<b>47</b>	<b>163</b>	<b>210</b>

Comme on peut le remarquer, le nombre de femmes (163 ) est plus important que celui des hommes (47) dans la commercialisation de ces produits au niveau de la région de Tillabéry . En terme de pourcentage cela donne un peu plus de 77,6 % de femmes et moins de 22,4% d'hommes exerçant une telle activité. Ce qui confirme que l'essentiel des besoins quotidiens des femmes étaient satisfaits à travers l'exploitation des ressources naturelles, comme certaines d'entre elles ont avancé au cours de l'enquête. Selon elles, c'est avec les ressources financières provenant de ces activités qu'elles arrivent à faire face aux multiples contraintes sociales (tontines, frais des cérémonies, santé, habillement). Souvent elles arrivent même à épargner en achetant de petits ruminants.

## 1.2 RÉGION DE DOSSO

Les enquêtes sur les produits, sous - produits et produits non ligneux ont concerné les localités de Birni N'gaouré, Gaya et la Commune de Dosso.

1.2.1 Liste des produits et sous – produits dominants du secteur “ forêt et pêche ” hors bois, poisson, miel, gomme, tamarin et feuilles de doum de la région de Dosso.

Nom scientifique	Nom en français	Produits générés
<i>Acacia nilotica</i>	Tanin	fruits
<i>Butyrospermum parkii</i>	Karité	
<i>Cassia tora</i>	Cassia	feuilles
<i>Parkia Biglobosa</i>	Néré	Fruits
<i>Moringa oleifera</i>	Pois quénique	feuilles
<i>Vitex doniana</i>	Vitex	fruits
<i>Grewia bicolor</i>	-	fruits
<i>Hyphaene thebaica</i>	Palmier doum	Fruits, feuilles
<i>Borassus aethiopum</i>	Rônier	Fruits, bois, fleurs,...
<i>Adansonia digitata</i>	Baobab	Fruits, feuilles
<i>Ziziphus Mauritiana</i>	Jujubier	fruits
<i>Ziziphus Spina Christi</i>	Jujubier	fruits
<i>Leptedenia hastata</i>	-	Feuilles, fleurs, fruits
<i>Balanites aegyptiaca</i>	Myrobolan d’Egypte	Feuilles, fleurs, fruits
<i>Boscia senegalensis</i>	Boscia	fruits
<i>Diospiros mespilliformis</i>	Faux ébénier	fruits
<i>Papinari curatellifolia</i>	-	fruits
<i>Sclerocarya birrea</i>	Prunier	fruits
<i>Annona senegalensis</i>	Annone, pomme cannelle du Sénégal Natron	fruits

### 1.2.2 Produits par ordre d’importance :

Nom scientifique	Nom en français	Produits générés
<i>Butyrospermum parkii</i>	Karité	
<i>Parkia Biglobosa</i>	Néré	Fruits
<i>Moringa oleifera</i>	Pois quénique	feuilles
<i>Borassus aethiopum</i>	Rônier	Fruits, bois, fleurs,...
<i>Adansonia digitata</i>	Baobab	Fruits, feuilles
<i>Ziziphus Mauritiana</i>	Jujubier	fruits
<i>Balanites aegyptiaca</i>	Myrobolan d’Egypte	Feuilles, fleurs, fruits
<i>Diospiros mespilliformis</i>	Faux ébénier	fruits
<i>Papinari curatellifolia</i>	-	fruits
<i>Sclerocarya birrea</i>	Prunier Natron	fruits

**Tableau 4:** Prix moyens de certains produits et sous-produits du secteur “ forêt et pêche ” dans le département de Dosso.

Désignation	Unité de mesure	Prix unitaire moyen (Fcfa)	Nombre d'hommes enquêtés	Nombre de femmes enquêtées	Total personnes enquêtées
Natron	Barre	7.000	15		15
Camsa	Tia	175		22	22
Feuille de Baobab	Tia	50		17	17
Noix de Rônier	Noix	75		35	35
Lates de Rônier	Tranche	2.700	28		28
Moringa oleifera	Tia	50		12	12
Miritchi	Unité	2,5	7		7
Néré	Fruit	5		4	4
Karité	Fruit	15		3	3
Beurre de Karité	Boule	75		11	11
Vitex doniana	Fruit	1		2	2
Ziziphus	Sac	1.500-4.000		14	14
Balanites	Sac	1.000- 3.000		19	19
<b>Total (H- F)</b>	-	-	<b>50</b>	<b>139</b>	<b>189</b>

Comme dans le cas de Tillabéry les femmes sont plus nombreuses dans ces différentes activités. Ici elles font 73,54% tandis que les hommes font 26,46 %. Le taux un peu plus élevés des hommes qu'à Tillabéry est sans doute du à des activités quasiment réservées aux hommes comme par exemple l'exploitation et la commercialisation du natron, des lattes du rônier et la production du miritchi. Ici aussi les revenus provenant de telles activités interviennent dans certaines (habillement, diverses cérémonies, santé etc. )

### **1.2.3 Propositions de produits à intégrer :**

Nom scientifique	Nom en français	Produits générés
Moringa oleifera	Poids quenique	feuilles
Borassus aethiopum	Rônier	Fruits, bois, fleurs,...
Adansonia digitata	Baobab	Fruits, feuilles
Ziziphus Mauritiana	Jujubier	fruits
Balanites aegyptiaca	Myrobolan d'Egypte	Feuilles, fleurs, fruits
Papinari curatellifolia	-	fruits
	Natron	

## **1.3 RÉGION DE TAHOUA**

Les enquêtes sur les produits, sous - produits et produits forestiers non ligneux ont concerné les localités de Birni N'Konni, Tahoua Arrondissement et Commune de Madaoua.

**1.3.1** Listes des produits et sous – produits du secteur “ forêt et pêche ” hors bois, poisson, gomme, tamarin, feuilles du doum et miel du secteur “ forêts pêche ” dans la région de Tahoua :

Nom scientifique	Nom en français	Produits générés
Acacia nilotica	Tanin	fruits
Cassia tora	Cassia	feuilles
Parkia Biglobosa	Néré	Fruits
Moringa oleifera	Poids quenique	feuilles
<i>Grewia bicolor</i>	-	fruits
Adansonia digitata	Baobab	Fruits, feuilles
Ziziphus Mauritiana	Jujubier	fruits
Ziziphus Spina Christi	Jujubier	fruits
Leptedenia hastata	-	Feuilles, fleurs, fruits
Balanites aegyptiaca	Myrobolan d’Egypte	Feuilles, fleurs, fruits
Boscia senegalensis	Boscia	fruits
Corchorus tridens	-	feuilles

### 1.3.2 Produits par ordre d’importance :

Nom scientifique	Nom en français	Produits générés
Acacia nilotica	Tanin	fruits
Cassia tora	Cassia	feuilles
Moringa oleifera	Pois quénique	feuilles
Adansonia digitata	Baobab	Fruits, feuilles
Ziziphus Mauritiana	Jujubier	fruits
Leptedenia hastata	-	Feuilles, fleurs, fruits
Balanites aegyptiaca	Myrobolan d’Egypte	Feuilles, fleurs, fruits
Boscia senegalensis	Boscia	fruits
Corchorus tridens	-	feuilles

**Tableau 5:** Prix de certains produits forestiers dans la région de Tahoua

Désignation	Unité de mesure	Prix unitaire moyen (Fcfa)	Nombre d’hommes enquêtés	Nombre de femmes enquêtées	Total personnes enquêtées
<i>Moringa oleifera</i>	Sac	1.500-2.000	20	17	37
Ziziphus	Sac	2.000-5.000	3	19	22
Balanites	Tia	3.000 –6.000	2	10	12
Fruit doumier )	Sac	3.000	14	8	22
Fruit de <i>Balanites aegyptiaca</i>					
	Sac	4.000	24	16	40
Fruit de <i>Ziziphus mauritiana</i>	Sac	3.000	15	23	38
Fruit d’ <i>Acacia nilotica</i>	Sac	4.500	10	21	31
Malofia	Tia	150-300	6	32	38
Cassia Tora	Tia	100-250	5	41	46
Feuille de baobab	Tia	125	4	11	15
Tanin	Sac	3.000 – 4.500	12	6	18
Leptadenia Hastata	Tia	125		12	12
Boscia Senegalensis	Tia	400	-	5	5
<b>Total (H-F)</b>			<b>115</b>	<b>221</b>	<b>336</b>

Ici, les rôles semblent être un peu mieux partagés. En effet, même si le nombre de femmes reste encore dominant (221 sur 336, soit 65,77%) il n’en demeure pas moins que toutes les

activités de commercialisation de ces produits sont exercées à la fois par les femmes et par les hommes à l'exception de deux (commercialisation des feuilles, fleurs et fruits de *Leptadenia hastata* et des fruits de *Boscia senegalensis*).

En terme de pourcentage le poids des hommes dans ces activités est nettement plus important que dans les deux cas précédents (pourcentage d'hommes 34,23%)

### 1.3.3 Propositions de produits à intégrer :

<b>Nom scientifique</b>	<b>Nom en français</b>	<b>Produits générés</b>
<i>Acacia nilotica</i>	Tanin	fruits
<i>Cassia tora</i>	Cassia	feuilles
<i>Moringa oleifera</i>	Poids quenique	feuilles
<i>Ziziphus Mauritiana</i>	Jujubier	fruits
<i>Leptadenia hastata</i>	-	Feuilles, fleurs, fruits
<i>Balanites aegyptiaca</i>	Myrobolan d'Egypte	Feuilles, fleurs, fruits
<i>Boscia senegalensis</i>	Boscia	fruits
<i>Ziziphus Spina Christi</i>	jujubier	fruits
<i>Corchorus tridens</i>	-	feuilles

## **1.4 REGION DE MARADI**

Les enquêtes sur les produits, sous - produits du secteur “ forêt et pêche ” ont concerné les localités de Guidan Roundji, Maradi –Commune, Mayahi, Aguié, Madarounfa. Les marchés enquêtés sont : le marché d'Aguié, le marché de Guidan Roundji, le marché de Gabi (madarounfa) et le marché de Maradi -Commune.

**1.4.1** Listes des produits, sous – produits du secteur “ forêt et pêche ” hors bois, poisson, gomme, tamarin, miel et feuilles de doum dans la région de Maradi :

<b>Nom scientifique</b>	<b>Nom en français</b>	<b>Produits générés</b>
<i>Cassia tora</i>	Cassia	feuilles
<i>Parkia Biglobosa</i>	Néré	Fruits
<i>Mringa oleifera</i>	Poids quenique	feuilles
<i>Hyphaene thebaica</i>	Palmier doum	Fruits, feuilles
<i>Borassus aethiopum</i>	Rônier	Fruits, bois, fleurs,...
<i>Adansonia digitata</i>	baobab	Fruits, feuilles
<i>Ziziphus Mauritiana</i>	jujubier	fruits
<i>Ziziphus Spina Christi</i>	jujubier	fruits
<i>Balanites aegyptiaca</i>	Myrobolan d'Egypte	Feuilles, fleurs, fruits
<i>Diospiros mespilliformis</i>	Faux ébénier	fruits
<i>Corchorus tridens</i>	-	feuilles
<i>Acacia albida</i>	Gao	Feuilles, fruits
<i>Ceratotheca sesamoides</i>	-	feuilles

### 1.4.2 Produits par ordre d'importance :

<b>Nom scientifique</b>	<b>Nom en français</b>	<b>Produits générés</b>
Moringa oleifera	Poids quenique	feuilles
Hyphaene thebaica	Palmier doum	Fruits, feuilles
Adansonia digitata	baobab	Fruits, feuilles
Ziziphus Mauritiana	jujubier	fruits
Ziziphus Spina Christi	jujubier	fruits
Balanites aegyptiaca	Myrobolan d’Egypte	Feuilles, fleurs, fruits
Corchorus tridens	-	feuilles
Ceratotheca sesamoides	-	feuilles

**Tableau 6** : Prix de certains produits forestiers dans la région de Maradi

Désignation	Unité de mesure	Prix unitaire moyen (Fcfa)	Nombre d’hommes enquêtés	Nombre de femmes enquêtées	Total personnes enquêtées
Moringa oleifera	Sac	1.500-3.000	7	30	37
Tafassa	Tia	75-250	3	19	22
Mallofia	Tia	125-350	7	10	17
Fruit de Balanites aegyptiaca	Sac	4.000- 6.000	24	16	40
Fruit de Ziziphus	Sac	3.000- 5.000	15	23	38
	Tia	125 –200			
Yodo	Tia	250-500	7	30	37
Fruit du doumier	Sac	5.000	11	-	11
Fruit du gao	Sac	1.500-2.000	30	13	43
Feuille de baobab	Tia	100-250	12	23	35
Kangna	Tia	150		10	10
Kourna	Tia	150		13	13
Rônier fruit	Unité	75		3	3
<b>Total</b>			<b>116</b>	<b>190</b>	<b>306</b>

Dans la commercialisation de ces ressources naturelles, la synthèse au niveau des marchés visités de la région de Maradi indique que le nombre de femmes (190 sur 306 soit 62,09%) reste dominant comme pour les autres régions. Toutefois, le pourcentage d’hommes exerçant de telles activités est plus élevé ici (37,91%) que dans les cas précédents.

Cela s’explique par le fait que dans certaines régions il y a des emplois «féminins» et des emplois «masculins» tandis que dans d’autres régions, les hommes comme les femmes peuvent exercer invariablement les mêmes activités. A ces différentes spécificités régionales on peut, sans doute trouver des explications d’ordre sociologique.

### 1.4.3 Propositions de produits à intégrer :

Nom scientifique	Nom en français	Produits générés
Moringa oleifera	Pois quénique	feuilles
Hyphaene thebaica	Palmier doum	Fruits, feuilles
Adansonia digitata	Baobab	Fruits, feuilles
Ziziphus Mauritiana	Jujubier	fruits
Ziziphus Spina Christi	Jujubier	fruits
Balanites aegyptiaca	Myrobolan d’Egypte	Feuilles, fleurs, fruits
Corchorus tridens	-	feuilles
Ceratotheca sesamoides	-	feuilles

### 1.5 REGION DE DIFFA :

1.5.1 Liste des produits et sous - produits du secteur « forêt et pêche » hors bois poisson, miel, gomme, tamarin et feuilles de doum

Noms Scientifiques	Noms Français	Produits Générés
Monringa oleifera	Pois quénique	Feuilles
Corchorus tridens	Corchorus	Feuilles
Balanites aegyptiaca	Myrobolan d’Egypte	Fleurs - Feuilles
Hyphaene thebaica	Palmier doum	Fruits
Adansonia digitata	Baobab	Fruits- Feuilles
Salvadora perskia	Curdent	Bois
Acacia nitotica	Tanin	Fruits
Ziziphus mauritiana	Jujubier	Fruits
Ziziphus spina christi	Jujubier	Fruits
Cacia Tora	Cassia	Fruits
Leptandania Astata	Leptandania	Feuilles- Fruits
Diospiros mespiliformis	Kangna	Fruits
Goudey	-	Feuilles

**Tableau n° 7 : Prix de certains produits forestiers dans la région de Diffa**

Désignation	Unité de mesure	Prix unitaire moyen (F. Cfa)	Nombre de d’hommes enquêtés	Nombre de femmes enquêtés	Total personnes enquêtés
Monringa oleifera	Tia	200	15	5	20
Corchorus tridens	Tia	150	22	12	34
Fruits de Balanites	Tia	150	12	4	16
Fruits de baobab	Tia	400	10	17	27
Feuilles de baobab	Tia	150	13	19	32
Curdent (salvadora persika)	Sac	4000-10.000	10	-	10
Tanin	Tia	250	15	19	34
Ziziphus mauritiana	Tia	200	7	43	30
Ziziphus spina-christi	Tia	200	4	17	21
Total			108	136	224

### Commentaire du tableau :

Ici la différence entre le nombre de femmes et celui des hommes occupés dans la commercialisation des produits forestiers n'est pas très important. De plus on trouve des femmes dans la commercialisation de tous les produits sauf pour les racines de *Salvadora persica* dont l'exploitation et la commercialisation semblent être des activités, pour l'essentiel, réservées aux hommes. Pour tous les autres produits rencontrés, les femmes sont très présentes y compris parmi les grossistes ce qui est une sorte de particularité régionale. En effet, sur le marché de N'guimi et de Diffa les femmes possèdent des étales aussi bien fournies, y compris en produits hors saison, que ceux des hommes. Pour les produits dont la période de cueillette a coïncidé avec le passage de l'équipe des consultants, les femmes sont plus présentes dans leur commercialisation. C'est notamment le cas du tanin, et surtout du *Ziziphus mauritiana* vendu par des jeunes filles en particulier sur le marché de Maïné.

#### ENCADRE N°1

##### BA-BOULE

*Salvadora persica* de son nom scientifique ou le BA-BOULE de son nom local est une plante qui fournit, à travers ses racines, l'un des produits forestiers les plus importants de la région d'Agadès et de Diffa. Ces racines se vendent à la fois sur place et dans toutes les autres régions du pays. Les prix peuvent varier de 4000 à 10000frcf le sac. Le prix de ce produit augmente à l'approche et pendant le jeûne du ramadan. En effet, il est le seul produit qu'on peut introduire dans la bouche sans couper le jeûne; c'est pour cette raison que les fidèles l'utilisent pendant cette période d'abstinence pour se rincer les dents. C'est sans doute l'une des raisons qui expliquent son exportation vers les pays limitrophes comme la Libye, l'Algérie et même la Tunisie où il est très prisé.

#### 1.5.2 Classement des produits par ordre d'importance :

Noms scientifiques	noms français	produits générés
<i>Salvadora persica</i>	Curdent	Bois
<i>Adansonia digitata</i>	Baobab	Fruits- Feuilles
<i>Hyphaene thebaica</i>	Palmier doum	Fruits-
<i>Corchorus tridens</i>	Corchorus	Feuilles
<i>Balanites aegyptiaca</i>	Myrobolan d'Egypte	Fleurs - Feuilles
Goudey	-	Feuilles
<i>Ziziphus mauritiana</i>	Jujubier	Fruits
<i>Ziziphus spina christi</i>	Jujubier	Fruits
<i>Acacia milotica</i>	Tanin	Fruits
<i>Moringa oleifera</i>	pois quénique	feuilles
<i>Cascia tora</i>	-	feuilles
<i>Leptendania hastata</i>	-	feuilles fruits
<i>Diospiros mespiliformis</i>	-	fruits

### 1.5.3 Les produits de la région de Diffa proposés à être intégrés par ordre d'importance

Noms scientifiques	noms français	produits générés
Salvadora perskia	Curdent	bois
Adansonia digitata	Baobab	fruits- Feuilles
Hyphaene thebaica	Palmier doum	fruits
Corchorus tridens	Corchorus	feuilles
Balanites aegyptiaca	Myrobolan d'Egypte	fleurs - Feuilles
Goudey	-	feuilles
Ziziphus mauritiana	Jujubier	fruits
Ziziphus spina christi	Jujubier	fruits
Acacia milotica	Tanin	fruits
Moringa oleifera	pois quénique	feuilles
Cascia tora	-	feuilles

### 1.6 REGION D'AGADEZ :

**1.6.1** Liste des produits et sous-produits du secteur forêt et pêche hors poisson, bois, miel, gomme, tamarin et feuilles de doum

Noms scientifiques	Noms français	produits générés
Ziziphus mauritiana	jujubiers	Bois fruits
Ziziphus spina- christi	jujubiers	fruits
Balanites aegyptiaca	myrobolan d'Egypte	fruits <b>gousses</b>
Moringa oleifera	pois quénique	feuilles
Cascia tora	-	feuilles
Corchorus tridens	Corchorus	feuilles
Salvadora perskia	Curdent	racines
Hyphaene thebaica	Palmier doum	Fruits
Acacia milotica	Tanin	Fruits
Adansonia digitata	baobab	feuilles- fruits
Leptodania astata	-	feuilles – fruits
Boscia senegalensis	-	fruits

**Tableau n°8: Prix de certains produits forestiers dans la région d'Agadèz**

Désignation	Unité de mesure	Prix unitaires	Nombre d'hommes enquêtés	Nombre de femmes enquêtées	Total de personnes enquêtées
Ziziphus mauritiana	Tia	250	15	-	15
Zizisphus spina- christi	Tia	200	7	-	7
Balanitès aegyptiaca	Tia	350	11	-	11
Moringa oleifera	Tia	225	10	-	10
Cascia tora	Tia	125	5	-	5
Corchorus tridens	Tia	300	14	-	14
Hyphaene thebaica	Tia	1750	4	-	4
Total			66		66

**Commentaire:**

Les femmes sont pratiquement absentes de la commercialisation des produits forestiers au niveau des grossistes. Selon les informations recueillies sur place les femmes s'occupent de la cueillette des produits qu'elles revendent aux hommes. Comment expliquer une telle situation? Il y a plusieurs explications dont entre autres:

- les hommes possèdent beaucoup plus de moyens financiers pour pouvoir acheter ces produits et les conserver jusqu'à une période qu'ils jugent propice.
- dans cette région qui fait, à elle seule 52% du territoire la densité est faible et le nombre de marchés reste très limité d'où des coûts de transport exorbitants; tout ceci limite la participation des femmes à ces activités;
- il y a apparemment des raisons sociologiques qui font que les activités commerciales ne constituent apparemment pas les premières préoccupations des femmes.

Toutefois, comme partout au Niger, ici aussi ce sont les jeunes filles qui s'occupent de la vente des feuilles alimentaires cuites comme le moringa oleifera.

**ENCADRE N°2**

**LE BOIS DU ZIZIPHUS MAURITIAN: UN PRODUIT D'EXPORTATION.**

Le bois du Ziziphus mauritiana est exporté dans les pays limitrophes du Nord : Libye, Algérie et Tunisie. Il n'a pas été facile de connaître les prix à l'exportation. Toutefois, vu les quantités exportées et compte tenu des coûts et des conditions de transport d'une part et des risques encourus en empruntant ces axes d'autre part, il reste évident qu'un tel commerce procure à ceux qui le pratiquent des revenus substantiels

## **1.6.2 Produits classés par ordre d'importance**

Hyphaene thebaica	Palmier doum	Fruits- feuilles
Andansonia digitata	baobab	feuilles- fruits
Ziziphus mauritiana	jujubiers	Bois fruits
Salvadora perskia	Curdent	racines
Corchorus tridens	Corchorus	fuilles
Moringa oleifera	pois quénique	feuilles
Cascia tora	-	feuilles
Balanitès aegyptiaca	myrobolan d’Egypte	fruis gousse
Acacia milotica	Tanin	Fruits

## **1.7 REGION DE ZINDER :**

**1.7.1** Liste des produits et sous – produits du secteur « forêt » hors bois poisson, miel, gomme, tamarin et feuilles de doum

<b>Noms scientifiques</b>	<b>Nom français</b>	<b>Produits générés</b>
Ceratheca sesamoides	-	feuilles
Ziziphus mauritiana	Jujubier	fruits
Ziziphus spina-christi	Jujubier	fruits
Diospyros mespiliformis	faux ébénier	fruits
Andansonia digitata	baobab	fruits - feuilles
Acacia nilotica	gonakié	fruits
Moringa oleifera	pois Quénique	feuilles
Hyphaene thebaica	Palmier doum	fruits-feuilles
Leptendania hastata	-	fruits-feuilles
Corchorus tridens	-	feuilles
cascia tora	-	feuilles
sclerocarya birrea	prunier	fruits feuilles
parkia biglobosa	néré	fruits
détarium microcarpum	-	fruits
Vitex doniana	-	fruits
Balanites aegyptiaca	myrobolan d’Egypte	fruits
Bolanites aethiopum	rônier	fruits bois fleurs
Acacia albida	gao	fruits feuilles
Boscia senegalensis	-	fruits
Lanea acida	lanea	fruits
Parinari macrofila	parinari	fruits

**Tableau n°9 : Prix des certains produits forestiers de Zinder**

Désignation	Unité de mesure	Prix unitaire moyen(fcfa)	Nombre d'hommes enquêtés	Nombre de femmes enquêtées	Total personnes enquêtées
Ceratotheca Sesamoides	Tia	100	20	9	29
Ziziphus Mauritiana	Tia	200	-	52	52
Balanites aegyptiaca	Tia	200	-	49	49
Diospyros Mespiliformis	Tia	150	-	25	25
Feuilles de baobab	Tia	100	22	5	27
Fruits de baobab	Tia	250	20	4	24
Tanin	Tia	300	15	13	28
Moringa Oleifera	Tia	200	11	9	20
Fruit de doumier	Tia (poudre)	200	15	2	17
Feuilles –fruits de leptendania hastata	Tia	150	5	11	6
Corchorus tridens	Tia	150	21	15	36
Total			118	205	323

**Commentaire du tableau:**

On remarque que le nombre de femmes est encore plus important ( 63,46 % contre 36;54 % pour les hommes). En outre elles sont très présentes et plus nombreuses dans la commercialisation des produits dont la période de récolte n'est pas dépassée. C'est le cas actuellement du Ziziphus mauritiana, de Balanites aegyptiaca et de Diospyros mespiliformis. Par contre pour les produits hors saisons il y a de moins en moins de femmes dans leur commercialisation. Pour ce qui est des quantités détenues au niveau des étales, les femmes détiennent individuellement des quantités moins importantes que les hommes.

**1.7.2 Classement des produits par ordre d'importance :**

Noms scientifiques ( noms latins )	Noms français	Produits générés
Adansonia digitata	Baobab	Fruits feuilles
Hyphaene thebaica	Palmier doum	Fruits feuilles...
Moringa oleifera	Pois quenique	Feuilles
Parkia biglobosa	Néré	Fruits
Borassus aethiopum	Rônier	Fruits bois fleurs...
Ziziphus mauritania	Jujubier	Fruits
Ziziphus spina-christi	jujubier	Fruits
Balamites aegyptiaca	myrobolan d'Egypte	Fruits feuilles
Acacia nilotica	tanin	Fuits...
Boscia senegalensis	-	Fuits...
Parina macrofila	-	Fuits...
Vitex doniana	-	Fuits...

### **1.7.3 Les produits forestiers proposés à l'intégration :**

Adansonia digitata	Baobab	Fruits feuilles
Hyphaene thebaica	Palmier doum	Fruits feuilles...
Moringa oleifera	Pois quenique	Feuilles
Parkia biglobosa	Néré	Fruits
Borassus aethiopum	Rônier	Fruits bois fleurs...
Ziziphus mauritania	Jujubier	Fruits
Ziziphus spina-christi	jujubier	Fruits
Balamites aegyptiaca	myrobolan d'Egypte	Fruits feuilles
Acacia nilotica	tanin	Fuits...

#### ENCADRE N°3

La région de Zinder est grande productrice de la quasi -totalité des produits forestiers qu'on retrouve dans le pays. Le Sud de la région réunit des conditions climatiques très favorables et c'est sans pour cette raison que les activités génératrices des revenus tournant autour de ces produits sont très développées. Ainsi dans les trois départements de la région, communément appelés les trois ( 3 ) M ( à savoir Mirriah, Magaria, Matameye ) ces produits existent en grandes quantités et ils alimentent un commerce régional, inter-régional et trans-frontalier ( vers le Nigeria ) très intense.

#### **Remarque:**

Chez les femmes, et ceci dans toutes les régions du pays, les ressources monétaires tirées de ces multiples activités génératrices des revenus sont, pour l'essentiel, affectées comme suit:

- Achat des vivres ;
- Achat des petits ruminants ;
- Satisfaction des besoins vestimentaires ;
- Paiement d'impôts ;
- Achat de médicament ;
- Achat de condiments ;
- Participation aux cérémonies: baptême, mariage etc....;
- Achat des parures et autres produits de beauté ( pommades et savon) ;

#### ENCADRE N°4

##### LES PRODUITS FORESTIERS ET LA QUESTION DU GENRE.

Dans toutes les régions du pays, les activités génératrices des revenus relatives aux produits forestiers sont menées à la fois par les hommes et par les femmes. Toutefois, selon les informations recueillies au près des intéressés et des cadres du terrain les choses se présentent de la manière suivante quant aux stades d'intervention, aux moyens et aux capacités d'interventions:

- au niveau de la cueillette ou de la récolte des produits on trouve surtout les femmes;
- au niveau de l'écoulement des produits il y a à la fois les hommes et des femmes mais les femmes sont généralement plus nombreuses;
- en termes des capacités d'intervention les hommes sont généralement mieux dotés. Ils détiennent en moyenne des quantités plus importantes. Visiblement ils tirent des revenus plus substantiels de ces activités.

Comment expliquer de telles disparités ?

Il y a à la fois des raisons sociales et économiques; on peut retenir entre autres les raisons suivantes:

- les hommes arrivent à mieux stocker car ils ont en général plus de capacité de stockage; ainsi ils ont plus de capacité de conservation, pendant un temps beaucoup plus long des quantités beaucoup plus importantes;
- les hommes font le commerce de longue distance pour aller chercher les produits rares ;
- les hommes disposent, en général, des moyens de transport plus adaptés à ce genre d'activités;
- les hommes ont en général plus de capacité de mobilisation et d'immobilisation des fonds;
- ils ont en général plus de possibilités de faire face aux contraintes économiques; ils peuvent ainsi conserver ces produits pour attendre les meilleurs moments ;
- les hommes ont, en général plus de possibilités d'accéder au circuit officiel du crédit.

## **CHAPITRE 2 : SYNTHÈSE DES PRODUITS A PRENDRE EN COMPTE**

Les cadres de terrain, que l'équipe des consultants a eu à rencontrer, ont accepté de répondre sans hésitation aux questionnaires de l'enquête. Ils ont en particulier accepté de dresser la liste des produits de leur région qu'ils trouvent importants. Ils ont aussi classé ces produits par ordre d'importance.

Les critères de choix utilisés pour faire la synthèse des produits de différentes régions qui pourraient être pris en compte dans le calcul du PIB ont été fixés en tenant compte des avis des cadres techniques rencontrés.

### **2.1 Critères de choix**

- Disponibilité du produit ;
- Accessibilité du produit ;
- Produits vulgarisés (assez connus) ;
- Liberté commercialisation (produit dont la commercialisation n'est pas interdite) ;
- Contribution à l'économie régionale, s/régionale et locale ;
- Poids dans les échanges internes et externes à la région ;
- Implication des populations dans les activités relatives à ces produits ;
- Création de revenus : activités génératrices de revenus pour les couches sociales économiquement vulnérables notamment les femmes ;
- Apport direct ou indirect dans l'alimentation et la satisfaction d'autres besoins(habillement, santé, éducation...)
- Rôle dans la sécurité alimentaire des populations ;
- Réduction de la pauvreté.

### **2.2 Synthèse des produits proposés :**

Compte tenu des critères relatés plus haut les produits suivants ont été retenus pour faire l'objet d'une enquête approfondie en vue de leur prise en compte dans le calcul de la richesse nationale:

#### **Les dix premiers produits les plus importants du secteur à prendre en compte :**

Il s'agit d'un certain nombre de produits du secteur sous étude qui peuvent être considérés comme très importants compte tenu de leur place dans la vie quotidienne des populations et dans les activités génératrices des revenus. Ces produits peuvent être pris en compte pour une éventuelle intégration dans l'évaluation de la richesse nationale car ils occupent une place dans les échanges au niveau de toutes les régions, entre les régions. En outre certains de ces produits interviennent dans les échanges avec les pays voisins. On trouvera ci-dessus une dizaine de ces produits:

##### **2.2.1 Moringa oleifera**

Ces feuilles tendent à occuper une place de choix dans les mets à travers toutes les régions du pays. Elles alimentent un commerce très important entre les différentes régions du pays et

avec le Nigeria voisin. Dans toutes les régions le moringa tant à devenir la plante la plus cultivée dans les jardins. Du Nigeria d'bord, et de Maradi ensuite c'est par camions entier que ces précieuses feuilles sont acheminées vers l'Ouest du pays.

### **2.2.2 Adansonia digitata:**



**"Le plus gros arbre du sahel" , le baobab est sans doute l'un des arbres les plus économiquement et socialement utiles**

Il y a une multiples d'utilisations (alimentation, pharmacopée traditionnelle, mystique) des sous-produits provenant de cet arbre appelé affectueusement baobab véritable symbole de solidarité. .

### **2.2.3 Corchorus tridens:**

L'importance de ces feuilles est nationalement reconnue. Elles sont pratiquement présentes sur tous les étals de ventes de condiments et ce dans toutes les huit( 8) régions du Niger. Récoltées durant l'hivernage, ces feuilles, très faciles à conserver sont vendues dans tous les marchés et sont utilisées comme base de sauce dans tout le pays jusqu'à la prochaine saison..

### **2.2.4 Hyphaene thebaica:**

Aucune partie de cet arbre ne peut être négligée. Ses sous- produits connaissent une multitude d'utilisations; ainsi les fruits sont consommés dans toutes les régions, le bois est utilisé comme

bois de chauffe et comme bois de service, les feuilles sont utilisées dans l'artisanat et dans la construction de l'habitat surtout dans les régions d'Agadès et de Diffa.

### **2.2.5 Balanites aegytiaca:**

Les feuilles, les fruits et les fleurs sont consommés dans toutes les régions du pays. Les fruits de cet arbre sont beaucoup consommés et ce dans toutes les régions du pays sans exception. Ces fruits sont exportés aussi vers la Libye et l'Algérie.

### **2.2.6 Borassus aethiopum:**

La base de cet arbre reste sans nul doute l'arrondissement de Gaya dans la région de Dosso où on dénombre plus de trois (3) millions de pieds. Toutefois, cet arbre dont toutes les parties (feuilles, fruits, bois, fleurs...) sont utilisées joue un rôle économique très important dans la vie des populations des régions qui en disposent. D'autre part, cet arbre à long délai de maturation tend à se répandre dans tout le pays d'où l'intérêt qu'il faudra lui accorder.

### **2.2.7 Ziziphus mauritiana:**



Il arrive que le Ziziphus mauritiana soit entretenu  
Comme on entretient un manguier. Ici un paysan  
avec son arbre (Téra)

Les fruits de cet arbre sont consommés dans toutes les régions du pays. Ces fruits sont souvent transformés en pain et vendus sur tous les marchés.

Le bois du Ziziphus est exporté par sac entier vers l'Algérie, la Libye et même la Tunisie. Ce bois se vend très cher dans ces derniers pays selon les informations recueillies à Agadès.

Ajoutons que dans certaines régions du pays les pieds du Ziziphus sont clôturés et aussi protégés manguiers.

### **2.2.8 Cassia tora :**

Comme *Corchorus tridens* et les feuilles de baobab, les feuilles de cette plante sont utilisées comme base de sauce dans certaines régions. En plus de cela ces feuilles sont préparées et consommées comme celles du *moringa oleifera* surtout pendant la saison de pluie quand elles sont fraîches. En cas de difficultés alimentaires, les feuilles de cette plante utilisées comme aliment jouent un rôle important dans la stabilité des populations surtout durant les premières semaines des travaux champêtres.

### **2.2.9 Acacia nilotica:**

Il y a dans toutes les régions du pays une multitude d'utilisations des feuilles et des fruits de cet arbre principalement dans la pharmacopée. A Niamey, les fruits d'un tel arbre coûtent à l'heure actuelle 7000 FCFA le sac de 20 tia soit 350 FCFA la tia . Dans toutes les régions du pays les femmes s'adonnent à la cueillette de ces fruits qui sont surtout utilisés dans les tanneries.

### **2.2.10 Boscia senegalensis:**

Cette plante, a, grâce à ses fruits sauvés beaucoup de générations face aux disettes qui jalonnent l'histoire. C'est pour cette raison que certaines années de grandes disettes portent le nom de cette plante. Cela donne de solides des références dans l'histoire de beaucoup de localités du pays. Maintenant ses fruits quittent leur ancien rôle de produits de pénurie et sont vendus même dans les villes où ils sont très prisés.

## **TROISIEME PARTIE**

### **VERS UNE AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DE LA CONTRIBUTION DU SECTEUR AU PIB**

Le PIB du secteur forêt et pêche a été, probablement, jusqu'ici sous estimé pour au moins deux raisons essentielles :

- L'absence de toute investigation sérieuse concernant les produits pris en compte ;
- L'étroitesse de l'éventail des produits considérés ;

La possibilité de réévaluation de la contribution de ce secteur au PIB peut être envisagée à deux (2) niveaux :

- au niveau produits déjà intégrés ;
- au niveau des nouveaux produits à prendre en compte et leurs critères d'intégration.

#### **CHAPITRE 1 : QUELQUES ESTIMATIONS INDICATIVES DE CERTAINS PRODUITS PRIS EN COMPTE ET LEUR EFFET SUR LE PIB GLOBAL :**

Nous passerons en revue tous les six produits mais sur quatre d'entre eux (le poisson, le miel, les feuilles du doum, la gomme arabique) il sera procédé quelques estimations ; celles-ci ne visent qu'à donner quelques orientations. Un tableau sera fait pour voir comment réagira la variable PIB global à ces estimations.

#### **1.1 LA CONTRIBUTION DES PRODUITS DÉJÀ PRIS EN COMPTE PEUT ÊTRE AMÉLIORÉE**

##### **1.1.1 CAS DU BOIS:**

La contribution de ce produit au Produit Intérieur Brut est actuellement sous-évalué à cause de la faiblesse de son prix actuel qui ne reflète ni la tendance à la raréfaction du bois ni le caractère stratégique d'une telle ressource dans les enjeux énergétiques globaux du pays. De manière plus précise la valeur du bois est sous-évaluée pour au moins trois raisons essentielles :

- Compte tenu de certaines distorsions, son prix actuel ne reflète pas le déséquilibre structurel entre l'offre et la demande.
- Compte tenu de l'impérieuse nécessité de mettre en place une politique énergétique plus volontariste et plus soucieuse de l'avenir ce qui suppose la mise en parallèle le prix du bois, comme sources d'énergie avec les autres sources d'énergie (gaz, charbon minéral.)
- Compte tenu des externalités qui font du bois un produit pas comme les autres d'où le danger de le soumettre à un mode d'exploitation minier qui ne tient compte que le profit immédiat.

Le prix actuel du bois ne tient compte ni du déséquilibre structurel entre l'offre et la demande de ce produit, ni de sa spécificité.

### 1.1.1.1 Sous- évaluation liée à la non prise en compte déséquilibre structurel entre l'offre et la demande

Au Niger la problématique du bois se résume à travers le binôme suivant : offre- demande.

L'offre du bois a trois déterminants essentiels qui sont :

- Le mode d'exploitation du bois ;
- La capacité de régénération des formations naturelles ;
- La condition liée au sol et au climat ;

L'offre du bois reste actuellement déficiente pour au moins trois raisons :

- Un mode d'exploitation minier des ressources ligneuses ;
- Une capacité faible de régénération des formations naturelles ;
- Des effets conjugués de la sécheresse et de la désertification.

Pour ce qui est de la demande, ses déterminants essentiels sont les suivants :

- La population totale et son évolution ;
- Le mode d'utilisation traditionnel dont l'économie d'énergie n'est sans doute pas la première des qualités.
- L'existence et le degré d'utilisation d'autres ressources d'énergies.

A l'heure actuelle, il y a une situation d'excès de demande à cause :

- D'une croissance rapide de la population,
- D'un mode d'utilisation traditionnel dont la première des qualités n'est sans doute pas l'économie d'énergie,
- De l'importance des besoins en énergie domestique des populations rurales et urbaines et du fait que ses besoins sont couverts actuellement, à 90% par le bois.

Cette équation du bois peut être résumée de la manière suivante : une offre (O) déficiente accompagnée d'une demande (D) en excédentaire ( $D > O$ )



Le baudet est le moyen de transport le plus efficace pour échapper au contrôle des agents forestiers. Il participe ainsi, malgré à la déforestation.

Une telle situation doit selon toute logique économique, se traduire par un ajustement du prix. En un mot, le bon sens économique doit pousser le Niger vers une augmentation sensible des prix de ses ressources ligneuses. Le bon sens écologique renforce aussi une telle exigence et milite en faveur d'une augmentation des prix; en effet la déforestation accélérée entraîne la désertification, l'épuisement des ressources naturelles, et la perte des diversités biologiques.

#### **1.1.1.2 Sous-évaluation liée à la non prise en compte de la spécificité du produit et à la non soutenabilité du processus de prélèvement actuel:**

Le bois ne peut pas être considéré comme n'importe quel produit de consommation courante. C'est plutôt un produit hautement stratégique dont le prix doit tenir compte de plusieurs autres facteurs tels que : le rythme de la reforestation et de la déforestation, le coefficient d'importation énergétique, du degré de dépendance énergétique et son évolution, les prix des autres sources d'énergies, etc.

Cette particularité du bois- énergie fait que son prix de cession doit intégrer un certain nombre d'aspects essentiels tels que : les aspects économiques (utilité, rareté.), les aspects politiques, les aspect culturels et sociaux. En outre, il faut dans la fixation de ce prix, tenir compte de toutes les externalités.

Aujourd'hui, c'est surtout pour n'avoir pas intégré tous ces éléments essentiels dans la fixation du prix de son bois que le Niger n'a pas encore trouvé une véritable alternative de substitution à ce produit comme source d'énergie. Pourtant, il sera difficile de continuer à fournir, au prix actuel du bois, 255 kg de ce produit à chaque nigérien chaque année. Une telle option sera, à terme, économiquement contre productive et écologiquement désastreuse. Il faudra forcément aller vers un durcissement des conditions d'accès pour préserver l'avenir. En effet, le prix actuel du bois-énergie, de 1.500 à 3.000 Fcfa (hors taxe) le stère (ou le mètre cube de bois) au niveau des marchés ruraux, ne prend pas en compte certaines contraintes :

- Celles liées aux conditions de l'offre de ce produit ;
- Celles liées aux perspectives d'avenir.

Au-delà de la réévaluation de la contribution à la formation du PIB du secteur forestier, une augmentation du prix de bois aurait des conséquences positives suivantes :

- Rendre compétitives les autres sources d'énergies cuisine par rapport au bois (gaz, pétrole, charbon minéral..) ;
- Dégager des moyens permettant à l'Etat d'initier une politique énergétique plus cohérente et qui préserve l'avenir ;
- Réduire la consommation du bois énergie et épargner les surfaces forestières en inversant la tendance actuelle à la dégradation et à la destruction de l'environnement ;
- Jeter les bases d'un développement durable, irréversible et soutenable.

Dans une telle optique, la fiscalité sur le bois-énergie est l'un des principaux instruments de politique énergétique dont disposent les autorités.

Cette fiscalité s'articule jusqu'ici autour de deux (2) axes essentiels :

- La différenciation des taux selon les zones d'approvisionnement (selon les distances), des types d'exploitation (incontrôlée, contrôlée et orientée) ;

- La répartition des taxes entre le Trésor National, Collectivités Territoriales et les Structures Locales des communautés rurales.

Cette taxe varie de 300 à 375 F par stère pour les marchés ruraux de 975 F pour l'exploitation incontrôlée. Tout se passe comme si, en payant cette petite pénalité (975 Fcfa par stère), le commerçant - transporteur du bois a une licence pour aller couper son bois où il veut et quand il veut. On peut même y ajouter comme il veut car le laxisme est tel que le système de contrôle n'existe souvent que de nom.

Dans ces conditions, l'option la plus réaliste pour le Niger, sera d'abord le renforcement du rôle de l'Etat dans son rôle de réglementation, de protection et de prévision. Il faudra ensuite s'orienter vers une augmentation significative de la taxe et un contrôle plus sévère avec des moyens matériels et humains plus conséquents pour espérer inverser la tendance actuelle de dégradation de l'environnement. L'Etat peut avoir les moyens de jeter les bases d'une politique environnementale en augmentant les prix du bois non seulement le long de toute la filière, mais aussi et surtout en cherchant les mécanismes lui permettant de réduire les bénéfices exorbitants des commerçants – transporteurs (et coupeurs ?) de bois. C'est la seule manière de dégager, ne serait-ce qu'une partie des ressources susceptibles de permettre à l'Etat d'avoir une politique énergétique porteuse d'avenir.

Le prix actuel du bois (de 1.500 à 3.000 Fcfa selon les régions) ne reflète pas la valeur réelle de ce produit. Autrement dit la valeur du bois est largement sous-estimée dans le PIB pour un certain nombre de raisons qui sont entre autres :

- La quantité de bois réellement consommée est largement sous estimée : aujourd'hui tous les acteurs le reconnaissent ;
- Ce prix ne prend en compte ni l'utilité globale de ce produit, ni la tendance à sa raréfaction ;
  - Ce prix n'est pas fixé à partir d'une politique énergétique cohérente mettant en relation le prix du bois avec les prix des autres sources d'énergie (gaz, charbon minéral, énergie solaire) ;
  - Ce prix ne prend pas en compte le gain de souveraineté et d'indépendance qu'offre le bois comme source d'énergie, s'il est utilisé de manière durable et rationnelle et le risque de dépendance énergétique accrue qu'entraînera sa raréfaction ;
  - Ce prix ne prend compte ni l'avenir immédiat (celui des générations actuelles) ni les intérêts des générations futures ;
  - Ce prix ne tient pas compte de la non soutenabilité du mode d'exploitation actuel des ressources ligneuses ni de la nécessité de prendre des mesures pour sauvegarder l'environnement ni les charges que ces mesures ne manqueront pas d'entraîner.

La mise en place d'une politique énergétique prenant en compte ces différents aspects montrera sans nul doute que la contribution actuelle du bois au PIB forêt et pêche et donc au PIB global est largement sous- estimée.

### **1.1.2 Sonichar : le charbon minéral au secours des forêts?**

A propos de l'utilisation du charbon minéral comme source d'énergie cuisine, on peut parler aujourd'hui d'une petite lueur d'espoir. En effet, à l'heure actuelle, il y a un emploi, bien que timide de ce produit à la place du bois de chauffe. Ces essais qu'on peut qualifier de concluants, se déroulent au niveau des centres de détention et des casernes militaires, lieux comme on le sait, de forte consommation de bois. Ces essais auraient été vivement souhaités

par les plus hautes autorités du pays ce qui est un signe encourageant quant au possible renversement des tendances à la dégradation de l'environnement.

Un autre signe encourageant c'est le commencement de la vulgarisation du charbon au niveau de la ville d'Agadès. En effet c'est après avoir visité le magasin de vente de ce produit que l'équipe des consultants a décidé de se rendre à la Sonichar.

### **1.1.2.1 Quelques implications de l'utilisation du charbon minéral comme substitut du bois de chauffe:**

L'objectif de la visite était de discuter avec les responsables de cette société des différentes implications (sociales, économiques politiques écologiques) de l'utilisation de cette nouvelle source d'énergie à la place du bois de chauffe. Ainsi, au cours de cette visite plusieurs aspects liés à l'utilisation du charbon comme source d'énergie cuisine ont été abordés:

- **l'aspect social:** l'utilisation du charbon minéral pourrait apporter un certain soulagement aux femmes dans leurs multiples activités quotidiennes.
- **Au plan politique:** l'utilisation du charbon minéral comme source d'énergie cuisine constitue un progrès sérieux dans la protection de l'environnement. C'est aussi un signal fort quant à la nécessité de mettre en place des politiques énergétique et environnementale plus soucieuses d'avenir.
- **Sur le plan économique:** même au prix actuel (62,5 frfca le kg voir ci-dessus ) le charbon est économiquement plus avantageux que le bois.
- **Au niveau écologique:** l'utilisation du charbon permettra d'inverser les tendances actuelles pour épargner des surfaces forestières d'une disparition certaine.

### **1.1.2.3 Le charbon minéral et le bois: quelques informations économiques et techniques**

Les éléments suivants permettront d'avoir quelques idées sur les enjeux qui tournent autour de l'utilisation des deux sources d'énergies:

- Capacité calorifique: 1kg de charbon équivaut à 2,5 voire à 3 kg de bois;
- Un sac de 40 kg de charbon coûte 2500frfca ou 62,5 frfca le kg;
- Les investissements de départ: un réchaud vendu à 3000 l'unité frfca;
- Capacités actuelles de production du charbon carbonisé par la Sonichar: 3000 tonnes/ an
- Équivalent bois: 3000 000x 2,5 soit 7500 000 kg ou 7500 tonnes de bois.

En un mot, même en tenant compte des capacités actuelles de production du charbon carbonisé, le Niger peut, en vulgarisant le charbon minéral, économiser 25423 mètres cube de bois (ou stères ) soit l'équivalent de la consommation annuelle d'une ville de 30. 000 habitants (en raison de 255kg / habitant, chiffre retenu par la comptabilité nationale ).

## ENCADRE N°5

Il y a, à l'heure actuelle, au moins deux (2) contraintes à l'utilisation du charbon comme source d'énergie cuisine. Il y a une contrainte mineure et une contrainte majeure.

### 1°) La contrainte mineure d'abord:

Elle est relative au problème d'allumage. En effet, à l'heure actuelle, le charbon tel qu'il est vendu pour être utilisé comme source d'énergie cuisine est très difficile à allumer. Malgré la mise en place d'un fourneau spécialement destiné à cet effet par la Sonichar, l'allumage du charbon constitue aujourd'hui la croix et la bannière susceptible de mettre à rude épreuve la patience de n'importe quelle ménagère. La mise en place d'une briquette susceptible de soulager les premiers utilisateurs est vivement souhaitée.

2°) La contrainte majeure: la Sonicha a pour fonction principale la production de l'électricité à partir du charbon minéral pour les sociétés d'uranium et pour la ville d'Agadès. Donc la production du charbon minéral destiné à la cuisine n'est, pour cette société qu'une activité secondaire. Cela apparaît comme un détournement d'objectif. Finalement, compte tenu des réserves actuelles prouvées, la Sonichar ne peut faire face à une augmentation de la demande du charbon cuisine tout en respectant ses obligations.

En un mot, seule la découverte de nouvelles mines de charbon pourrait permettre au Niger de vulgariser la consommation de ce substitut du bois de chauffe pour sauver ses forêts. La question de l'utilisation du charbon comme source d'énergie cuisine à la place du bois ne rime pas forcément avec le profit immédiat; par conséquent les pouvoirs publics doivent intervenir au nom de l'intérêt national pour accompagner les difficiles et nécessaires changements en vue d'inverser les tendances actuelles.

### 1.1.3 LE CAS DU POISSON

La production du poisson est supposée être prise en compte dans le calcul du PIB à travers les statistiques fournies par les services techniques concernés. Or dans les régions visitées par l'équipe des consultants et après enquête auprès des services compétents concernés, tous les agents auxquels le questionnaire a été soumis, ont mis en relief le manque de fiabilité des données statistiques qu'ils fournissent.

Ces services techniques qui fournissent les données prises en compte dans le calcul du PIB sont les premiers à douter de la fiabilité des informations statistiques qu'ils collectent.

Les raisons qui expliquent cette absence de fiabilités des données s'articulent au tour généralement :

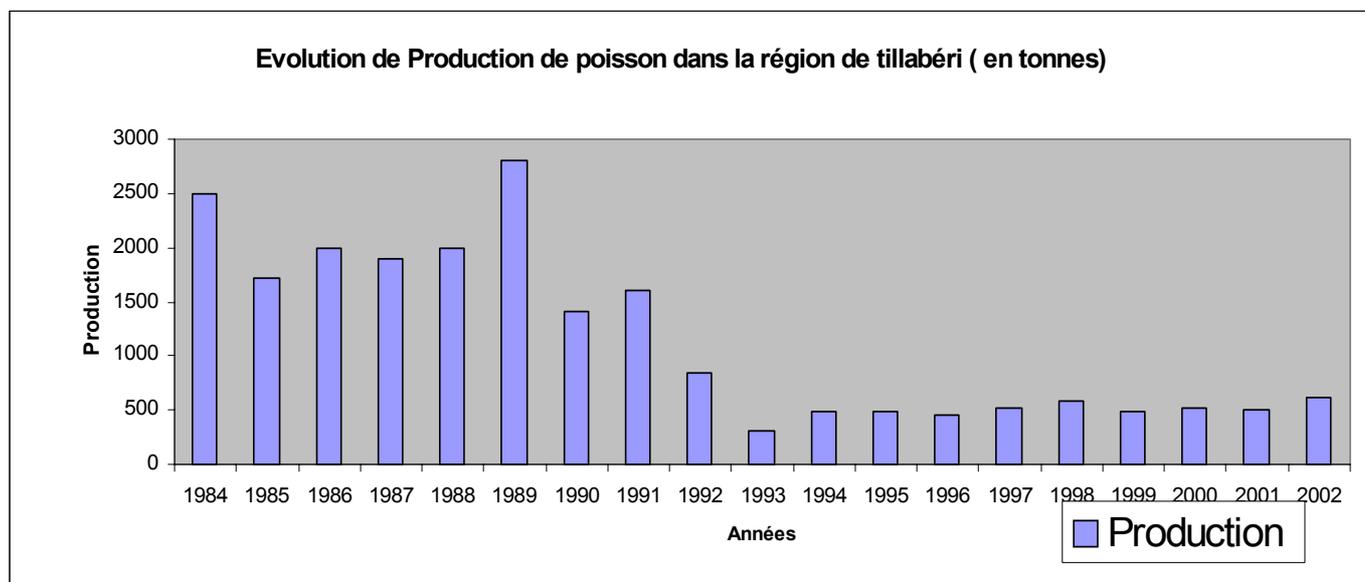
- L'insuffisance de personnel ;
- Du manque de moyen matériel, de la faiblesse du nombre de postes de contrôle sur les lieux de débarquement du poisson. Ainsi dans la région de Dosso sur trente trois campements le long du fleuve il n'y a, au dire même des principaux responsables de la collecte des données, que quatre postes de contrôle opérationnels. Pour les mares intérieures de la région de Dosso il n'y a aucun poste de contrôle.

Pour toute la région de Tillabéry, il n'y a que trois seulement trois postes de contrôle opérationnels sur le 188 Km de longueur du fleuve intéressant cette région. Dans ces conditions, inutile de dire que la production des mares intérieures, donc moins accessibles, n'est pas contrôlée.

**Tableau N° : 10** : Évolution de la production contrôlée dans la région de Tillabery.

ANNEE	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
TONNES	2.500	1.725	1.996	1.898	2.000	2.810	1.410	1.600	850	316	485	492	446	521	587	488	525	498	620

**Graphique N° 3:**



**Source : Rapport s annuels DDE.**

Il ressort du tableau n°7 et du graphique n° 3 que sur 19 ans, la production contrôlée de poisson a, une seule fois dépassé celle de l'année départ (en 1989 avec une production de 2810 tonnes contre 2500 tonnes en 1984). Toutefois entre 1984 et 1989 (production du département de Niamey) la chute de la production contrôlée a été moins sensible qu'entre 1990 et 2002. L'intervention de certains projets dans la décennie 80 pour la formation des pêcheurs, la connaissance des potentialités halieutiques, une meilleure connaissance des communautés des pêcheurs et l'appui à leur organisation explique la tendance constatée entre 84 et 1989.

Il est à remarquer que la faiblesse des quantités contrôlées coïncident généralement avec les difficultés économiques et les troubles politiques que le pays a connus. En effet, à partir de 1984 déjà le renversement de tendance sur le marché de l'uranium a commencé à se traduire par la baisse des recettes de l'état. Celui-ci étant sous ajustement il a de moins en moins de moyens d'intervention ; la maladie et la disparition du Président Kountché (1986-1987) a été un autre élément déstabilisant pour l'Etat et pour l'économie nationale. Sur toute la période considérée, l'année 1989 avec 2810 tonnes n'a été que l'exception qui confirme la règle dans cette évolution erratique à tendance baissière de la production contrôlée de poisson. Ajoutons que le pays a connu une instabilité politique chronique sur toute la décennie 90 ce qui a contribué à réduire les interventions des partenaires au développement en fragilisant encore davantage l'Etat.

Comment pouvait-il en être autrement si on sait que sur cette décennie, le Niger a connu deux (2) coups d'Etat militaires, deux régimes militaires, deux (2) rebellions

armées et quatre Républiques. Comme on le voit, le temps n'était pas, à cette période, à la recherche d'un appareil statistique fiable !

Finalement ce n'est pas la production du poisson qui baisse mais ce sont les moyens matériels et humains à mettre en œuvre pour contrôler et collecter les informations qui ont fait défaut. A cela il faut ajouter le manque de volonté politique de chercher ces informations. Ceci confirme ce que disent les hommes du terrain à savoir qu'ils n'arrivent à contrôler qu'une partie infime de la production de poisson.

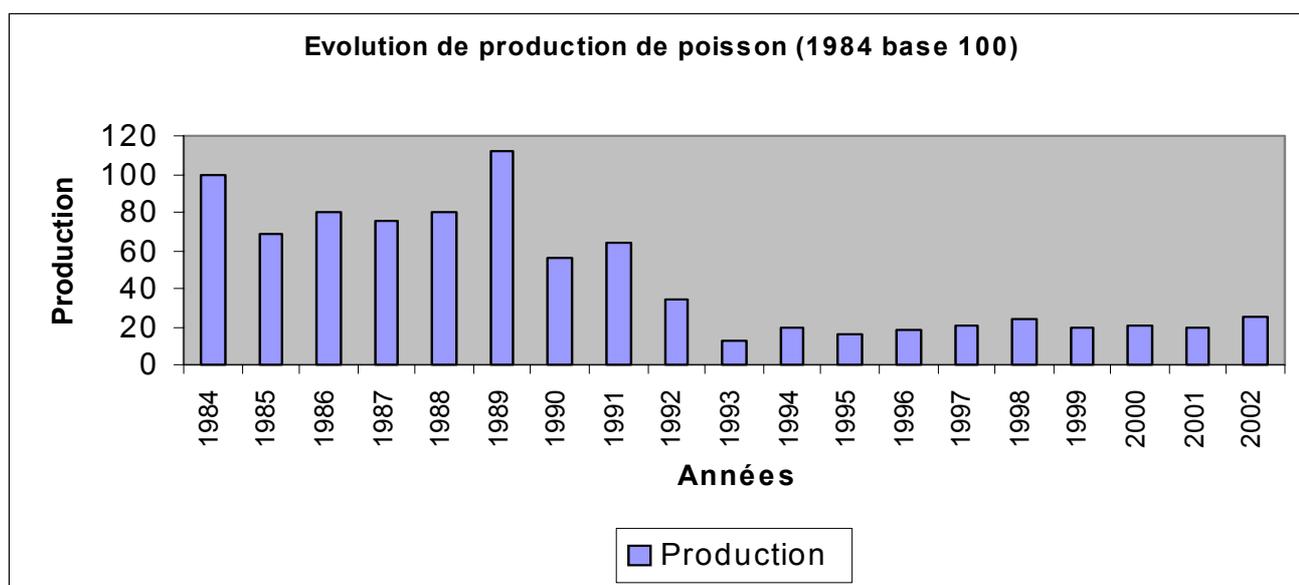
Cette importante chute des quantités contrôlées peut –être mieux appréhendée en prenant l'année 1984 comme année de référence à base 100.

Ce que nous nous proposons de faire dans le tableau ci-dessus.

**Tableau n°11** : évolution de la production contrôlée de poisson entre 1984 et 2002 (1984 = 100)

ANNEE	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	100	69	79,8	75,9	80	112	56,4	64	34	12,6	19,5	16,1	17,8	20,8	23,5	19,5	21	19,9	24,8

**Graphique n°4°** : évolution de la production contrôlée de poisson entre 1984 et 2002 (1984 = 100)



Le tableau n°8 et le graphique n°5 ci-dessus confirment les tendances qui se sont dégagées précédemment (tableau n°7 et graphique n°4) . En effet, sur les 19 années considérées, une seule fois la production contrôlée de l'année de base (1984 soit 100) a été dépassée (en 1989 soit 112) . Pour le reste, ( soit 17 ans) chaque fois la production contrôlée est restée en deçà de la production contrôlée de l'année de départ ( 1984).

Dans certains cas les chiffres de cette production sont ridiculement bas comme en 1993 ( 12, 6)

Entre 1993 et 2002, sur 10 ans, 4 fois seulement la barre de 20 a été franchie. Ce qui n'est pas étonnant du fait que la période en question a été caractérisée par de fortes perturbations politiques, des tensions sociales et une aggravation de la morosité économique.

La faiblesse de ces différentes données statistiques ne s'explique que par le manque de fiabilité du système actuel de collecte de données.

C'est pourtant, ce système dont la défaillance n'est plus à démontrer qui fournit, jusqu'ici les chiffres de la production de poisson prise en compte dans le calcul du PIB. Dès lors on imagine aisément que la contribution du poisson au produit intérieur brut soit largement sous-estimée.

Ainsi, à la question de savoir "compte tenu de votre expérience du terrain et du secteur de la pêche en particulier pouvez-vous donner une estimation, en pourcentage de la production totale, de la quantité de poisson qui échappe au contrôle de vos services", les quinze cadres (15) interrogés, toutes régions confondues ont donné les réponses qu'on trouvera résumées dans le tableau suivant :

**Tableau n°12:** Estimation, en % de la quantité de poisson qui échappe au contrôle du circuit Officiel.

Nombre de personnes interrogées	Estimation en % du poisson <b>qui</b> échappe au contrôle	% moyen
<b>1</b>	<b>50 – 60%</b>	<b>55%</b>
<b>4</b>	<b>60 – 70%</b>	<b>65%</b>
<b>4</b>	<b>70 – 80%</b>	<b>75%</b>
<b>6</b>	<b>85 – 90%</b>	<b>87,5%</b>

**Source :** enquête auprès de 15 cadres régionaux impliqués dans les questions de la pêche

Si, à titre purement indicatif (compte tenu de la représentativité discutable de l'échantillon), on fait l'hypothèse suivante : 70% du poisson échappe au contrôle du circuit officiel, sur cette base, il est possible de procéder au calcul pour voir ce que serait, sous ces conditions la nouvelle valeur ajoutée du poisson et ses répercussions sur le Produit Intérieur Brut en 2001 et en 2002.

**Tableau n°13 :** Estimation de la Valeur Ajoutée (VA) de la pêche en 2001 et 2002 (en millionsde Fcfa) en faisant l'hypothèse que 70% de poisson échappe au contrôle :

Années	Valeur Ajoutée officielle	Valeur ajoutée estimée	Valeur PIB Officiel	Valeur PIB Estimé	Part de la V.A officielle dans le PIB officiel (en %)	Part de la V.A estimée dans le PIB (en %)
2001	13.796	<b>45.987</b>	1.278.104	<b>1.310.295</b>	1,1	<b>3,51</b>
2002	15.619	<b>52.063</b>	1.402.300	<b>1.438.744</b>	1,1	<b>3,62</b>

Avec l'estimation la valeur ajoutée passe de 13.796 millions à 45.987 millions en 2001 et de 15.619 millions à 52.063 millions en 2002, soit dans les deux cas une multiplication par plus de trois des valeurs ajoutées pour chacune des deux années.

Quant au PIB, il passe de 1.278.104 millions à 1.310.295 millions en 2001 soit une augmentation de 2,52% et de 1.402.300 millions à 1.438.744 millions, ce qui donne une augmentation de 2,60% en 2002.

Les parts du sous-secteur pêche dans le PIB passe de 1,1% en 2001 et 2002 à 3,51% et 3,62% respectivement en 2001 et 2002. Rappelons que tout le secteur forêt et pêche resté actuellement crédité de seulement 4% du PIB alors qu'ici avec le seul poisson on a quasiment les 4%.

Une fois encore, on a procédé à des estimations rapides pour simplement fixer les idées et pour mettre en exergue, qu'une activité aussi importante économiquement que la pêche (alimentation de la population, génération des revenus, création d'emplois, source des prélèvements au profit des finances publiques, amélioration de la balance commerciale par un accroissement des exportations ...) mérite beaucoup plus d'attention de la part des pouvoirs. En effet bien que largement sous-estimée, l'apport de la pêche au PIB reste appréciable car il a été de 13,796 milliards en 2001 et de 15,619 milliards en 2002 (DSCN).

#### **1.1.3.1 LA NON PRISE EN COMPTE DU POISSON DE DIFFA: L'UNE DES PLUS GRANDES DEFAILLANCE DU SYTEME DE CALCUL ACTIUEL.**

L'apport du poisson allait être encore plus important si le poisson Diffa n'était pas écarté jusqu'ici du calcul de la richesse nationale. L'importance de la production de poisson de Diffa est largement confirmée par les données par le foisonnement d'activités tournant autour de ce produit dans cette région comme a eu à le constater l'équipe des consultants. L'intensité des activités commerciales qui s'y déroulent la quantité de monnaie qui circule pour assurer les transactions et le nombre de voitures lourdement chargées de poisson qui quittent cette région témoignent montrent que le poisson de Diffa est trop important pour être écarté du calcul de la richesse nationale.

##### **1.1.3.1.1 Le Système de Suivi sur les Informations de Pêcherie (SSIP) : une enquête à grande porté macro- économique**

L'importance de la production de poisson dans cette région est largement mise en évidence par l'étude initiée conjointement par le CEMARE (centre pour l'aménagement économique des ressources aquatiques) lié à l'université Portsmouth de Grande Bretagne, le PMEDP ( programme pour des moyens d'existence durables dans la pêche) et la Direction de la Faune de la pêche et de la Pisciculture du Ministère de l'Hydraulique, de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification.

### **1.1.3.1.2 Deux sites suivis, 12 mois d'enquête et plus de sept milliards de production:**

Cette enquête sur le suivi de la commercialisation du poisson sur le lac Tchad intitulée "Système de Suivi des Information sur les Pêcheries" (SSIP). Elle avait pour objectif principal de contribuer à une meilleure compréhension du rôle de la commercialisation du poisson dans les moyens d'existence des communautés vivant des activités de pêche.

Les données provenant de cette enquête (qui s'est déroulée sur un échantillon de deux (2) sites sur cinq (5)) se présentent comme suit entre novembre 2002 et octobre 2003

**Tableau n°14 : récapitulatif la valeur du poisson par mois:**

MOIS	PRODUCTION (T/SEC)	VALEUR (FCFA)	OBSERVATIONS
Novembre 2002	920,143	440773750	Selon une étude menée dans le bassin du lac Tchad il faut 4 kg de poisson frais avoir 1 kg de poisson fumé. A partir du mois d'avril les eaux du lac se sont beaucoup retirées et ceci jusqu'en octobre. C'est ce qui explique la chute de la production
Décembre	978,143	586912255	
Janvier	685,911	418667500	
Février	939,478	517644938	
Mars	923,908	1107669242	
Avril	916,674	848485597	
Mai	809,743	846244560	
Juin	835,083	817795238	
Juillet	688,650	470321795	
Août	679,039	472123555	
Septembre	670,054	546167599	
Octobre 2003	623,133	326300000	
TOTAL	9858,959	7.419.225.006	

**Source:** Ministère de l'Hydraulique, de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification (Direction de la Faune, de la Pêche et de la Pisciculture Division de la statistique et de la Vulgarisation)

Rappelons que ces données ne concernent que 2 sites ( Boulatoungou et Doro léléwa) sur 5 auparavant préalablement choisis pour servir de base à l'enquête. Les trois autres sites ont été abandonnés pour des raisons budgétaires.

Il est donc évident que ces données malgré leur importance sont loin de représenter toutes la production de la région de Diffa; loin s'en faut. En effet les trois autres sites écartés de l'enquête sont aussi importants, individuellement pris que les deux ( 2) premiers. De plus même si l'enquête a couvert la totalité des cinq (5), cela ne représente nullement tout le poisson de la région de Diffa. En effet les cinq sites ciblés dans un premier temps par l'enquête ne concernent que le lac. A cela il faudra ajouter la Komadoungou Yobé où la production est loin d'être négligeable.

### **1.1.3.1.3 Les conséquences macro-économiques de l'enquête:**

Toutefois, même en ne prenant en compte que les sites effectivement couverts par l'enquête, celle –ci entraînera bien de bouleversement dans les données macro-économiques du pays.

Elle met en relief toutes les limites une fois encore, du système actuel de calcul des richesses nationales. En effet si nous prenons la contribution officielle du poisson au PIB en 2002, celle-ci se chiffre à 15,619 milliards. La seule production de poisson enregistrée sur les deux

sites de Diffa couverts par l'enquête fait exactement 47,50% de la contribution officielle du poisson à la création des richesses.

Compte tenu de tout ce qui précède, on peut dire sans risque de se tromper que le seul poisson de Diffa, une fois encore non pris en compte dans les calculs des richesses nationales pourrait représenter plus que toute la production officielle de poisson du pays.

Remarque: si on prend le coefficient de transformation du poisson frais en poisson fumé de la région (4kg de poisson frais pour 1kg de poisson fumé) le total en poisson frais sur les deux (2) sites donne  $9858,959 \times 4 = 39\ 435,836$  tonnes en 12 mois. Rappelons que la production contrôlée de poisson de la région de Tillabéry s'élève à 21321 tonnes en 19 ans (de 1984 à 2002) soit un peu plus de la moitié des 39435 tonnes enregistrées en une seule année sur seulement deux sites de Diffa.

#### **1.1.3.1.4 Les données du service de l'environnement de N'guimi confirment l'importance de la production régionale;**

Les données de l'enquête précitée sont largement confirmées par les informations recueillies par l'équipe des consultants lors de son passage à N'guimi. En effet, il s'est agi de saisir les informations à un autre stade. Ainsi, on trouvera ci-dessus, les données statistiques réunies par la direction de l'environnement de l'arrondissement de N'guimi:

On trouvera ces données dans le tableau suivant:

Situation de relever de poisson à N'guimi par les services des eaux et forêts de cet arrondissement de janvier à novembre 2003

**Tableau n°15 : statistiques de poisson en un 11 mois selon le service des Eaux et forêt de N'guimi;**

MOIS	QUANTITES EN TONNES
J	386,7616
F	366,800
M	362,750
A	362,750
M	194,617
J	179,591
J	124,550
A	146290
S	159,260
O	146,500
N	145,960
TOTAL	2555,829

**Source : Direction de l'environnement N'guimi**

Les statistiques concernent le poisson fumé.

On peut avoir une idée des richesses générées par la production de poisson à travers la fourchette des prix des trois principaux types de poissons qu'on trouve dans la région.

**Tableau n°16 : Fourchette des prix selon les types de poissons et le poids:**

Types de poissons et poids du carton	Carton de tilapia de 58 kg	Carton de tilapia de 44kg	Carton de claria de 63 kg	Carton de clarias de 39 kg	Carton d'Heteratis de 63kg
Fourchette des prix	De 15 à 25000FCFA	De 15à 21250FCFA	De 60à 75000FCFA	De 30 à 35000 FCFA	60à 75000 FCFA
Prix moyen du carton	20 000FCFA	18125FCFA	67500 FCFA	32 500FCFA	67 500 FCFA

**Source:** Ministère de l'Hydraulique, de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification (Direction de la Faune, de la Pêche et de la Pisciculture Division de la statistique et de la Vulgarisation)

Si pour simplifier on considère le prix moyen du kg de la deuxième colonne, cela donne 344,82FCFA le kg. En supposant toujours pour simplifier que le poisson enregistré est du tilapia emballé dans des cartons de 58kg chacun la valeur du poisson enregistré par les service de l'environnement de N'guimi est de : 881 300 955 FCFA en 11 mois ( entrer janvier et novembre 2003)

Si maintenant nous supposons que c'est du claria dans des cartons de 63kg cela donne: 2.737. 650. 675 FCFA. Ces chiffres donnent quelques indications sur les richesses créées dans cette région quasiment isolée du reste du pays à cause de la vétusté des infrastructures de transport.

#### ENCADRE N°6

Diffa – N'guimi, 148 km, 7 heures de trajet soit une vitesses moyenne de 21 km /heure en... 4X4. Inutile de dire que circuler sur la route Diffa -N'guimi est un véritable parcours de combattant. Peut-on réellement parler de route ? Si oui, autant alors parler d'une succession de nids de...chameau, et au sens propre et au sens figuré.

Au sens figuré d'abord: car si un nid doit être proportionnel à la taille de son propriétaire, chacun des trous qui jalonnent la route en question dépasse largement la taille d'un poulet. Ils sont tellement larges et profonds qu'il faudrait plutôt parler des" nids de chameau"

Au sens propre ensuite : sur cette route il faut aussi compter avec les animaux en divagation; et face aux véhicules qui se déplacent en zigzag, ils réagissent chacun selon son propre tempérament. La tactique adopté par le baudet est de se placer entre deux...nids pour vous faire comprendre, en bougeant sa tête et sa queue qu'il refuse de bouger. Cependant les bruits de vos Klaxons peuvent effrayer un chameau pouvant se trouver derrière n'importe quel buisson. Celui -ci peut, dans l'affolement, venir directement vous couper la voie. Dans ces conditions, si le chauffeur n'est pas prudent bonjour les dégâts;

L'un dans l'autre si on observe l'état de délabrement dans lequel se trouve le réseau routier de cette région et si on tient compte de toutes ses potentialités économiques, il est difficile de ne pas parler de " répression du développement". On comprend en tout cas aisément pourquoi les relations économiques de Diffa avec le Nigeria sont très développement au détriment du reste du pays. La quasi-totalité de la production de poisson de la région de Diffa n'est-elle pas écoulée dans ce pays ?

Ces relations économiques avec le grand voisin du Sud sont tellement importantes que dans certaines localités de cette région, les populations préfèrent régler leurs transactions en Naira (monnaie nigériane) qu'elles préfèrent souvent au CFA , la monnaie nationale .

Compte tenu de tout ce qui vient d'être dit sur le poisson de Diffa, non encore pris en compte dans les calculs des richesses nationales on comprend mieux jusqu'où le PIB forestier a été jusqu'ici sous-estimé. De manière générale, on comprend surtout pourquoi le Niger doit revoir son système de collecte, de traitement et d'analyse des données.

#### **1.1.4 CAS DU MIEL**

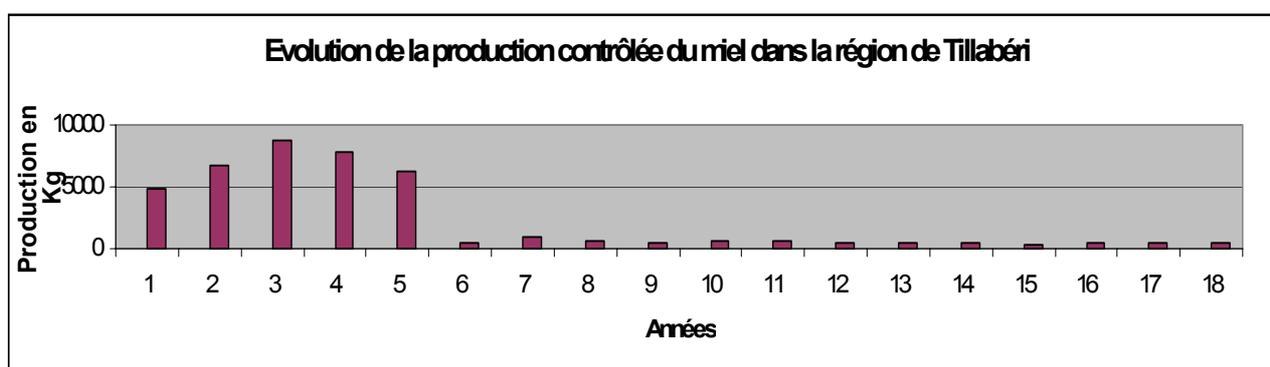
Il est difficile d'admettre que la production du miel soit égale à la consommation elle-même estimée à 0.1kg par personne et par an. D'abord pour ce produit à usage multiple et qui bénéficie d'un préjugé très favorable au sein de la population, la consommation par personne ne peut être considérée comme constante. En effet celle-ci peut augmenter de manière significative une fois levée les multiples contraintes liées à l'accessibilité et à la disponibilité. Ensuite aller dans cette voie (fixité de la production et de la consommation) laisse supposer que le pays n'a aucune ambition quant à la production et à la commercialisation intérieure et extérieure du miel. Pourtant le Niger possède des potentialités à exploiter dans le domaine de l'apiculture car toute la bande sud du pays serait propice à une telle activité.

Dans tous cas, comme avec le poisson, les données recueillies par les services officiels ne constituent qu'une partie infime des quantités du miel réellement produites. C'est ce qui ressort du tableau qui suit.

**Tableau n°17** : Evolution de la production contrôlée du miel dans la région de Tillabéry de 1985 à 2002

Années	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Productions en Kg	4.850	6.750	8.750	7.890	6.180	480	900	674	525	590	550	536	415	425	380	420	505	540

**Graphique n°5** : évolution de la production contrôlée du miel dans la région de Tillabéry



Source : **Rapports DDE**

Ce tableau et ce graphique confirment que la collecte des données statistiques n'a pas été la priorité des services officiels entre 1991 et 2002. Ainsi la faiblesse des données recueillies sur miel vient confirmer la tendance qui s'est dégagée au niveau de la pêche et de la pisciculture. Au niveau de la production contrôlée du miel comme avec le poisson, la chute est beaucoup plus ressentie dans la décennie 90. Par exemple de 1989 à 1990, la production est passée de 6.180 à 480. Autrement la production contrôlée a été divisée par plus de 12 d'une année à l'autre. La seule explication à une telle fluctuation réside dans le manque de suivi découlant d'un contexte économique, politique et social peu favorable à la mise en place des conditions pouvant permettre une bonne collecte des données. L'une des conséquences découlant d'une telle situation est le manque total de fiabilité des données fournies par le circuit officiel.

Pour réellement prendre en compte le miel dans le calcul de la richesse nationale on ne peut ni se contenter des données officielles actuelles dont on vient de voir les limites, ni se permettre d'affecter une consommation à chaque personne pour un produit aussi stratégique comme on le fait actuellement dans le calcul du PIB. En un mot on ne peut pas faire l'économie d'une investigation approfondie pour une activité aussi importante.

Faute du temps matériel pour mener une enquête exhaustive et approfondie l'équipe de consultants a opté pour le contact avec les producteurs et plus particulièrement avec les coopératives là où elles existent. Ainsi trois sites ont été visités : Torodi – Gaya – Saoulawa (Madarounfa). Là encore, comme pour le poisson, on a procédé concernant les trois localités, à quelques estimations rapides, à but tout à fait indicatif, pour fixer les idées.

A Torodi tout d'abord : ici la coopérative semble fonctionner malgré quelques difficultés. Au cours de nos entretiens les responsables rencontrés ceux-ci semblent bien maîtriser un certain nombre de données sur leurs activités. Une fois encore, dans l'impossibilité de mener une enquête même rapide pour vérifier ces données, elles seront livrées telles qu'elles ont été reçues :

- Nombre de ruches de la coopérative : 500
- Production par ruche par quinzaine 10 litres par quinzaine ;
- Production mensuelle par ruche : 10 litres x 2 = 20 litres ;
- Production totale mensuelle : 20 x 500 (nombre de ruche) = 10.000 litres ;
- Périodes de production : deux (2) périodes ; la première de quatre (4) mois et la deuxième de trois (3) mois. Ce qui donne 7 mois de production par an ;
- Quantité produite par an = 10.000 x 7 = 70.000 litres ;
- Valeur de la production en raison de 2.000F/litres 70.000 litres x 2.000 Fcfa = 140.000.000 Fcfa.

En outre, selon toujours les informations recueillies, au moins une quinzaine de villages de la région sont concernés par les activités apicoles tandis que la coopérative dont il est question ne concerne réellement qu'un seul village.

Supposons que les quinze (15) villages aient des capacités de production semblables cela donne : 70.000 X 15 = 1.050.000 litres.

**A Gaya :** les informations recueillies ça et là état de conflit entre les membres de la coopérative. Toutefois la quantité de miel par ruche reste sensiblement la même qu'à Torodi selon les quelques informations recueillies auprès d'un ancien responsable de la coopérative.

**A Madarounfa :** 5 villages autour du lac sont concernés et connus pour leur activités apicoles. Là aussi la production par ruche est identique à celle des autres régions. Les producteurs de la région de Madarounfa écoulent leur production auprès des grossistes ou dans les magasins témoins à Maradi.

Pour estimer la contribution du miel au PIB, nous allons faire les hypothèses restrictives suivantes :

- On suppose que les conditions de production sont identique dans les trois(3) régions.
- La production de Gaya est égale à la moitié de celle de Torodi, ce qui n'a rien d'exagéré car les conditions de la production sont identiques sinon plus favorables à Gaya qui a de meilleures conditions climatiques (rappelons que l'existence des fleurs joue un rôle déterminant dans la production du miel ).D'où production de Gaya = 525 tonnes
- A Madarounfa, sur cinq (5) villages producteurs autour du lac, on dispose des renseignements sur un seul village qui dispose de deux cents (200) ruches. En supposant que les villages ont le même nombre de ruches (même capacité de production) , cela donne mille (1.000) ruches pour les cinq (5) villages. Les conditions de production étant à peu près identiques, cela donne une production estimée de : 5 villages x 200 ruches x 140 litres= 140.000 litres. D'où production de Madarounfa = 140 Tonnes ;
- Nous supposons également que les Consommations Intermédiaires représentent 10% de la valeur de la Production Totale ;
- Le nombre de ruches ne varient pas de manière sensible entre 2001 et 2003 ;
- La productivité des ruches peut être considérée comme constante entre 2001 et 2003 ;
- Le prix du litre varie entre 1.500 Fcfa et 2.000 Fcfa ;
- Compte tenu de l'hypothèse sur la variation de nombre de ruches et de la productivité, nous pouvons supposer que la production n'a pas sensiblement changée entre 2001 et 2003.

En supposant que la fourchette des prix (1.500-2.000 Fcfa) par litre englobe toutes les variations des trois années et que la moyenne 1.750 Fcfa par litre est assez réaliste.cela donne une production estimée par région de :

**Torodi = 1.050 tonnes.**

**Gaya = 525 tonnes.**

**Madarounfa = 140 tonnes.**

**La production totale en volume s'élève à 1.715 tonnes.**

**La production en valeur s'élève à : 1.715.000 Kg x 1750 Fcfa = 3.001.250.000 Fcfa.**

**Les Consommations Intermédiaires représentent 10% de la production en valeur soient 300.125.000 Fcfa.**

**La V.A. = 3.001.250.000 Fcfa – 300.125.000 Fcfa = 2.701.125.000 Fcfa.**

Sur la base des ces différentes hypothèses, on peut retenir raisonnablement que la V.A. du miel est restée constante sur les trois années soit 2,7 Milliards.

**Tableau n°18** : Estimation de la VA du miel en 2001 et 2002 en millions de Fcfa

Année	Valeur Ajoutée officielle	Valeur ajoutée estimée	Valeur PIB Officiel	Valeur PIB Estimé	Part de la V.A officielle dans le PIB officiel (en %)	Part de la V.A estimée dans le PIB (en %)
2001	750	<b>2.701</b>	1.278.104	<b>1.280.055</b>	0,06	<b>0,21</b>
2002	801	<b>2.701</b>	1.402.300	<b>1.404.200</b>	0,06	<b>0,19</b>

La contribution du miel est passée de 0,06% en 2001 respectivement 2002 à 0,21% et 0,19% aux même dates.

Ces différents chiffres semblent excessifs. Ne découlant pas d'une enquête exhaustive, ils ne reflètent évidemment pas la réalité. Dans tous les cas, l'objectif, à travers de telles estimation n'est pas de donner de façon définitive la contribution exacte du miel à la formation du PIB. L'essentiel, au-delà de ces données, du reste très discutables, c'est de fournir des indications susceptibles de provoquer un regain d'intérêt pour la filière miel.

Il s'est surtout agi donner des pistes et d'identifier des régions dignes d'intérêt dans les activités apicoles. En effet, les trois régions en question renferment des potentialités apicoles dont l'importance économique en général et plus particulièrement la contribution au PIB ne peut être réellement mieux cernée qu'après une enquête approfondie. Seule une telle enquête pourra permettre au Niger de connaître ses potentialités apicoles, d'évaluer le nombre de ruches pour un meilleur suivi de la production du miel, de connaître avec plus d'exactitude la contribution de l'apiculture à la formation du PIB, de connaître les contraintes liées à la branche apicole. Une telle enquête est plus nécessaire car en plus des régions de Tillabéry ( avec Torodi) de Dosso ( avec Gaya) de Maradi ( avec Madarounfa), les régions de Zinder et de Diffa présentent d'importantes potentialités.

Au moment où la modernisation de son économie et la diversification ses exportations deviennent des impératifs pour mieux affronter la concurrence dans le cadre de l'intégration sous- régionale, le Niger ne peut s'offrir le luxe de faire moins que ses voisins sur le plan organisationnel. Ainsi, pour ce qui est de la filière miel, il doit faire comme ce qui a été fait au Mali : ce pays aurait mobilisé des moyens conséquents pour procéder à un inventaire systématique de toutes les ruches.

C'est la meilleure manière de maîtriser la production apicole, son évolution et la contribution des activités apicoles au Produit Intérieur Brut (PIB).

### **1.1.5 CAS DU TAMARIN**

Le tamarinier est l'exemple même d'espèce en voie de disparition. Il a complètement disparu de certaines régions car l'arbre tout entier fait l'objet de beaucoup d'utilisation (pharmacopée). La production dans certaines localités n'arrivent pas à couvrir la consommation d'où le recours à l'importation du Nigeria

### **1.1.6 CAS DES FEUILLES DOUMIER**

Toutes les régions visitées, produisent des feuilles de doum. Mais, il existe deux (2) grandes régions productrices connues à savoir :

- Le Boboye dans la région de Dosso ;
- Le Goulbi n'kaba dans la région de Maradi ;

Les feuilles de doum constituent avec le natron les principaux produits que le Boboye exporte vers les pays de la sous-région (Nigéria, Bénin) et vers les autres régions du pays (Tillabéry, Tahoua, etc.).

Pour ce qui de la production de Goulbi N'kaba, elle alimente les marchés de Maradi, de Tahoua, Agadez, Zinder, etc. Elle est aussi exportée vers le Nigeria.

Le produit étant relativement important, notamment dans les départements de Tillabery, Dosso (Boboye), Maradi ( Goulbi N'kaba), en moyenne une dizaine de camions quitte Maradi pour l'ouest de pays. Le marché de Tounfafi (Madaoua ) est le principal point de relais. Les feuilles de doum sont acheminées vers l'ouest ( moyens de transports motorisés mais surtout vers différents marchés de Madaoua : Magaria, Wournou, Sabonguida, Galma, Takorka ), sa production dépend des variables socio-économiques d'où l'intérêt de changer d'approche pour mieux le cerner.

La pluie joue sans doute un rôle important dans la vie de toute espèce végétale. Cependant, il est difficile d'admettre que les quantités de feuilles de Doumier récoltées au Niger sont déterminées par les hauteurs de pluies enregistrées, comme supposé dans la méthodologie actuelle du calcul du PIB. C'est pourquoi, nous avons été amenés à procéder à des enquêtes sur le terrain. Pour ce faire, l'équipe des consultants s'est rendue à Ayérou, à Téra, à Torodi, au Boboye, à Gaya, au marché de Tounfafi (Madaoua), au Marché d'Aguié, de Dandana, et de Sabon machi (région de Maradi).

Dans ces dernières localités, nous avons eu les informations suivantes :

- prix moyen de la botte = 1850 Fcfa ;
- nombre moyen de bottes transportées par camion = 500 ;
- valeur d'un chargement d'un Camion =  $500 \times 1.850 = 925.000$  Fcfa.

En outre, les agents des eaux et forêts, installés à Kadata ( intersection axes Maradi-Dakoro- Madaoua nous ont affirmés qu'en moyenne, sept (7) camions chargés de feuilles de doum quittent la région de Maradi par semaine pour ravitailler les autres régions du Niger. On peut légitimement penser que le commerce de feuilles de doum entre la région de Maradi et le Nord du Pays ainsi que le Nigéria, une moyenne de trois camions par semaine semble être une hypothèse crédible. Ceci nous donne une moyenne de dix camions par semaine pour la région de Maradi.

Pour la région de Dosso, une moyenne de quatre camions, n'est pas du tout exagérée compte tenu du fait que cette région exporte comme nous l'avons dit vers le Nigéria et le Bénin.

Pour la région de Tillabéry, on peut supposer une moyenne de deux (2) camions par semaine et pour la région de Tahoua seulement un camion par semaine.

Ces différentes estimations nous donnent les chiffres suivants en supposant que la valeur de chargement d'un camion est la même dans toutes ces régions :

- Nombre camions =  $10+4+2+1 = 17$  camions par semaine ;
- Nombre total de chargement par an =  $17 \text{ camions} \times 52 \text{ semaines} = 884$  chargements ;
- Valeur Totale des Chargements =  $884 \text{ chargements} \times 925 \text{ 000 Fcfa} = 817.700.000$  Fcfa.

En supposant que, ce chiffre représente la valeur de la production, et en admettant que les consommations intermédiaires représentent 10% ( soit  $81.770.000$  Fcfa ), La valeur ajoutée sera de :

$$VA = 817.700.000 \text{ Fcfa} - 81.770.000 \text{ Fcfa} = 735.930.000 \text{ Fcfa}.$$

Même si, on suppose que la valeur ajoutée, reste constante sur les deux années, ce chiffre qui ne concerne que cinq (5) régions du pays est largement supérieur aux quantités officielles.

**Remarques** : ont été utilisés les prix et les quantités de la région de Maradi pour faire les estimations. Les prix de cette région sont en principe plus bas compte tenu du fait qu'elle renferme le bassin de production le plus important de toutes les régions visitées.

### **ENCADRE N°5**

Dans les hypothèses de calcul, seules les productions des 5 premières régions ont été prises en compte. Avec ces 5 régions, on l'a vu plus haut, nous sommes déjà au-dessus des quantités officielles autrement dit celles prises en compte dans le calcul du PIB. En plus les visites effectuées dans deuxième phase de l'étude et concernant les régions de Diffa, Agadès et Zinder confirment ce que l'on soupçonnait déjà à savoir que toutes les régions du pays sont productrices non seulement des feuilles mais aussi de tous les autres sous- produits provenant du palmier doum. La région de Zinder, surtout dans sa limite sud-est, génère beaucoup de sous – produits du palmier doum à telle enseigne qu'on se demande si elle n'en est pas la première productrice du pays.

A Diffa et à Agadès, ses zones de prédilection (conditions climatiques favorables ), le palmier doum marque de sa présence toutes les activités en particulier celles génératrices des revenus. Les conditions climatiques (aridité du climat, les vents, le froid et la chaleur selon les périodes) et le mode de vie (nomadisme) sont tels que les feuilles et le bois du doumier sont beaucoup utilisés dans la confection des habitations. Quant aux fruits du palmier doum, ils constituent l'un des principaux produits forestiers de ces deux régions. En effet, c'est par camions entiers que les fruits du doumier sont expédiés d'Agadès vers les autres régions du pays.

Finalement, autour du doumier il se développe un grand nombre d'activités génératrices des revenus dans toutes les régions du pays. Ses sous- produits alimentent un commerce très lucratif dans tout le pays et avec les pays voisins. Compte tenu de l'importance de cet arbre dans l'économie nationale il importe de mener des enquêtes sérieuses sur tous les produits et sous- produits qu'il génère.

#### **1.1.7 CAS DE LA GOMME ARABIQUE**

Selon la méthodologie jusqu'ici appliquée pour prendre en compte la contribution de la gomme arabique dans le PIB, la production et la valeur et la part de ce produit dans le PIB ont évolué comme suit :

**Tableau n°19:** Production, valeur et part de la gomme arabique dans le PIB selon la méthodologie actuelle de calcul de 1993 à 2002 :

Années	Quantité /tonnes	Valeurs /millions	Gomme en % du PIB
1993	268	99	0,02
1994	311	116	0,01
1995	379	141	0,02
1996	402	152	0,02
1997	322	122	0,01
1998	666	253	0,02
1999	1.095	449	0,04
2000	1.093	443	0,04
2001	1.127	466	0,04
2002	1.162	484	0,03

**Source :** direction de la statistique et des comptes nationaux

Le cas de la gomme arabique montre que les pouvoirs publics nigériens accordent très peu d'intérêt à la collecte, le traitement, l'analyse et la vulgarisation des informations statistiques. En effet, selon les données statistiques officielles présentées dans le tableau ci-dessus, le prix de la tonne de la gomme arabique est passé de 369.402 Fcfa, soit 369 Fcfa le kg en 1993, à 416.523 soit 416 Fcfa le kg en 2002, soit seulement une augmentation de 12,7%. Inutile de parler de fiabilité concernant de telles données ; elles n'intègrent aucun phénomène économique majeur relatif à la période concernée. En effet la dévaluation de 1994 de 50% du Fcfa aurait laissé supposer une nette augmentation du prix de la gomme arabique dès 1995 voire une multiplication par deux de celui-ci pour la quantité exportée.

Ces chiffres doivent donc être pris avec beaucoup de précaution car la source de ces informations statistiques affirme que les enquêtes sur la gomme arabique n'ont pas eu lieu depuis de nombreuses années.

Toutefois, si on prend en compte les chiffres qui circulent dans les milieux intéressés directement par les questions de la gomme deux chiffres sont fréquemment avancés concernant la production : 5.000 et 10.000 tonnes par ans. Quant au prix 800.000 Fcfa/tonne sur le marché international est le chiffre le plus généralement avancé.

En retenant ces chiffres comme hypothèse de calcul de 4 à 8 milliards en raison du valeur, que se passe-t-il, si la production de la gomme arabique se situe à 5.000 tonnes ?

**Tableau 20 :** Estimation en valeur de la production de la gomme arabique :

Quantité	5.000 tonnes
Valeur	4.000 millions de Fcfa
PIB 2002	1.402.300 millions de Fcfa

A 5.000 tonnes la gomme arabique passe à près de 0,3% du PIB de 2002.

A 10.000 tonnes soit 8 milliards de Fcfa la gomme fait à elle seule près de 0,6% du PIB. Nous prenons 5.000 comme base minimale de calcul soit une production estimée de 4.000 millions et une valeur ajoutée de 3.600 millions.

Une fois encore les chiffres qui découlent de ces estimations n'ont rien de définitifs. Toutefois, il s'agit là aussi d'attirer l'attention des décideurs sur un produit traditionnellement important et ce dans toute les régions du pays. Ce produit

constituera dans l'avenir, un créneau porteur au sein de l'économie nigérienne en terme d'ouverture sur l'extérieur (importation dans les exportations).

D'où l'impérieuse nécessité de réunir le maximum d'informations statistiques concernant non seulement la production de la gomme arabique mais aussi concernant l'évolution de sa commercialisation. Il y a aujourd'hui une multiplication des plantations dans toutes les régions visitées à tel point qu'il n'est pas exagéré de parler d'une véritable "ruée vers la gomme arabique". Ce regain d'intérêt offre, une fois encore au Niger, l'occasion de consolider sa base économique et de diversifier ses exportations.

Plus précisément des informations fiables à propos de ce produit doivent être réunies afin :

- d'avoir une bonne maîtrise de la filière ;
- de fournir un produit de qualité face à la concurrence qui risque d'être âpre dans l'avenir ;
- d'augmenter sa productivité pour rester compétitif.

### 1.1.8 NOUVELLES ESTIMATIONS DE LA CONTRIBUTION DES PRODUITS DEJA PRIS EN COMPTE:

Après ces estimation très rapides sur seulement quatre des six pris produits pris en compte (poisson, miel, feuilles du doumier et gomme arabique), on peut essayer de voir les répercussions de ces estimations sur le PIB global.

**Tableau 21:** Nouvelle estimation indicative de la contribution des produits retenus dans le PIB en millions de Fcfa.

Année	Part dans le PIB Total															
	PIB Total		Poisson		Bois		Dour		Gomme Arabique		Tamarin		Miel		PIB PF	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
2001	1.278.104	100	45.987	3,6	38.738	3	736	0,06	3.600	0,28	956	0,07	2.701	0,2	92.718	7,25
2002	1.402.300	100	52.063	3,7	39.935	2,9	736	0,05	3.600	0,28	988	0,07	2.701	0,2	100.023	7,13

Après ces nouvelles estimations, ne portant que sur quatre (4) produits, la contribution du secteur au PIB est passée de 3,9% à 7,25% en 2001.

Comme on vient de le voir, ces différentes données découlent des estimations très sommaires ; par conséquent, loin de nous l'idée d'affirmer que ces chiffres reflètent la réalité car celle-ci exige pour être appréhendée beaucoup plus de temps et de moyens matériels et humains. Toutefois, une chose reste certaine : la contribution du secteur Forêt et Pêche dans le PIB est actuellement sous- estimée.

En effet, en plus d'une sous- évaluation des produits déjà pris en compte, on peut conforter cette affirmation par l'introduction d'un certain nombre de produits nouveaux, autrement par un élargissement de l'éventail de produits. Compte tenu de l'importance de ces nouveaux produits, on va, là aussi, procéder à certaines estimations rapides, à titre tout à fait indicatif pour fixer les idées.

## **CHAPITRE II : LES NOUVEAUX PRODUITS A INTEGRER, QUEQUES ESTIMATIONS INDICATIVES, LEURS EFFETS SUR PIB «FORET ET PECHE» ET SUR LES AUTRES AGREGATS:**

**Les principaux critères de choix des produits sont, rappelons-le :**

- Disponibilité de la ressource (produit) ;
- Accessibilité à la ressource ;
- Commercialisation (demande, facile à écouler) ;
- Contribution à l'économie régionale, s/régionale et locale ( voir chiffres rapport) ;
- Poids dans les échanges internes et externes ;
- Produits saisonniers ou annuels ;
- Implication des populations ;
- Création de revenus : activités génératrices de revenus pour couches sociales économiquement vulnérables notamment les femmes, apport dans l'alimentation et la satisfaction d'autres besoins (vestimentaires, sociaux, santé...);
- Sécurisation alimentaire des populations ;
- Lutte contre la pauvreté.

### **2.1 PROPOSITIONS DES PRODUITS A INTEGRER ET QUELQUES EXEMPLES D'ESTIMATIONS A TITRE INDICATIF**

En plus des critères ci-dessus cités, nous avons tenu compte de quatre aspects essentiels pour arrêter la listes de nouveaux produits à intégrer :

- Les avis des cadres du terrain ; c'est souvent après des débats très animés et avec de solides arguments que chacun nous propose sa liste des produits ;
- Le souci de concilier l'économie avec l'environnement ; le développement ne peut plus être perçu comme résultant des capacités de l'homme à s'imposer à la nature mais plutôt de l'ingéniosité de celui-ci à composer avec celle-là. C'est pour cette raison que des produits importants (commercialisation, création des revenus...) ont été écartés car leur exploitation porte atteinte à l'environnement ;
- Ces produits retenus sont utilisés depuis des temps très anciens. Certains d'entre eux étaient d'abord de véritables indicateurs d'insécurité alimentaires ( aliments de disette). Mais aujourd'hui, en plus de leurs rôles d'aliments de pénurie, ils se vulgarisent et font l'objet d'intenses échanges dans les campagnes, entre les zones rurales et urbaines, entre les régions et entre le Niger et ses voisins ;
- Longtemps considérés comme des signes de pauvreté, beaucoup de ces produits s'avèrent souvent plus nutritifs que certains produits cultivés et au moins aussi importants économiquement.

On passera en revue ces produits avec quelques arguments qui militent en faveur de leur intégration. Il sera fait, en même temps et à titre illustratif, des estimations sur quelques-uns d'entre eux. ( taffassa, feuilles de baobab, Balanites, Ziziphus Moringa et rônier...) pour fixer les idées.

### 2.1.1 *CASSIA TORA*

En dehors de son utilisation comme feuille alimentaire, elle constitue la base principale de la sauce particulièrement à Tahoua. Une petite enquête auprès de quelques ménages, menée à Hounkouye un village du département de Tahoua fait ressortir que ces feuilles sont préparées comme sauce dans chaque famille en moyenne trois fois par semaine. Cette fréquence d'utilisation hebdomadaire s'explique par l'accessibilité et la disponibilité de ce produit. Comme base de la sauce les feuilles de baobab sont moins onéreuses que le Gombo par exemple dont la tige coûte entre 500 et 2000 selon les périodes de l'année. A cela s'ajoute la relative facilité de stockage de ce produit. Comme l'a dit un paysan de la région, " c'est un don de Dieu et nous devons en profiter, au lieu d'acheter des choses qui coûtent plus chères pour nous ". A travers «des choses» c'est sans doute le gombo qui visé lui qui est cultivé et qui coûte parfois 10fois plus cher pour les mêmes services.

Ce produit est consommé dans tout le Niger comme complément de repas. Nous maintenons uniquement cette fonction pour faire nos estimations, car son utilisation comme sauce n'est pas généralisée.

Pour estimer la valeur de la production de ce produit, nous avons retenu les hypothèses suivantes :

- Une consommation moyenne par personne et par an de 0,2 Kg ;
- Un prix moyen au kg de 150 Fcfa ;
- Les consommations intermédiaires représentent 5% de la valeur de la production ;
- La population totale du Niger est de 10.790.352 en 2001 et 11.124.853 en 2002.

La production pour chacune de ces deux années est égale à :

- Production en Volume (2001) =  $0,2 \times 10.790.352 = 2.158.070$  Kg ;
- Production en Volume (2002) =  $0,2 \times 11.124.853 = 2.224.971$  Kg .

**Les productions en valeur seront de :**

- Production en Valeur (2001) =  $150 \text{ Fcfa} \times 2.158.070 = \mathbf{323.710.560 \text{ Fcfa}}$  ;
- Production en Valeur (2002) =  $150 \text{ Fcfa} \times 2.224.971 = \mathbf{333.745.590 \text{ Fcfa}}$ .

**Les consommations intermédiaires sont de :**

- CI (2001) =  $323.710.560 \times 0,05 = \mathbf{16.185.528 \text{ Fcfa}}$  ;
- CI (2002) =  $333.745.590 \times 0,05 = \mathbf{16.687.279,5 \text{ Fcfa}}$ .

**Les VA pour chacune des années sont de :**

- VA (2001) =  $323.710.560 - 16.185.528 = \mathbf{307.525.032 \text{ Fcfa}}$  ;
- VA (2002) =  $333.745.590 - 16.687.279,5 = \mathbf{317.058.310,5 \text{ Fcfa}}$ .

## 2.1.2 FEUILLES DE BAOBAB

Elles jouent le même rôle que le produit précédent mais avec tout de même quelques particularités :

- Les feuilles de baobab font l'unanimité comme sauce dans toutes les cinq régions couvertes par cette l'étude ;
- Elles peuvent en principe être récoltées toute l'année contrairement aux deux autres types de feuilles qui ne se récoltent qu'en saison de pluies ;
- Elles sont utilisées aussi bien dans les villes que dans campagnes.

Les feuilles de baobab sont toutefois plus utilisées à Tillabéry, Dosso et Maradi qu'à Tahoua où les deux autres types de feuilles alimentaires (*Cassia tora* et *Corchorus tridens*) sont dominants.

A notre passage les prix moyens par Tia étaient les suivants :

- Tillabéry : 125 Fcfa (bassin de production entre Torodi ( 50 Fcfa ) et Téra jusqu'à la frontière du Burkina ) ;
- Niamey : 150 Fcfa même bassin de production que Tillabéry ;
- Dosso : 100 Fcfa bassin de production Gaya ;
- Tahoua : 150Fcfa ;
- Maradi : 125 Fcfa
- Zinder : 100Fcfa;
- Diffa : 150Fcfa;
- Agadès: 150Fcfa.

Pour estimer la valeur de la production de ce produit, nous avons retenu les hypothèses suivantes :

- Une consommation moyenne par personne et par an de 0,7 Kg ;
- Un prix moyen au kg de 200 Fcfa ;
- Les consommations intermédiaires représentent 5% de la valeur de la production ;
- La population totale du Niger est de 10.790.352 en 2001 et 11.124.853 en 2002.

La production pour chacune de ces deux années est égale à :

- Production en Volume (2001) =  $0,7 \times 10.790.352 = 7.553.246$  Kg ;
- Production en Volume (2002) =  $0,7 \times 11.124.853 = 7.787.397$  Kg.

**Les productions en valeur seront de :**

- Production en Valeur (2001) =  $200 \text{ Fcfa} \times 7.553.246 = \mathbf{1.510.649.200 \text{ Fcfa}}$  ;
- Production en Valeur (2002) =  $200 \text{ Fcfa} \times 7.787.397 = \mathbf{1.557.479.400 \text{ Fcfa}}$ .

**Les consommations intermédiaires sont de :**

- CI (2001) =  $1.510.649.200 \times 0,05 = \mathbf{75.532.460 \text{ Fcfa}}$  ;
- CI (2002) =  $1.557.479.400 \times 0,05 = \mathbf{77.873.970 \text{ Fcfa}}$ .

**Les VA pour chacune des années sont de :**

- VA (2001) =  $1.510.649.200 - 75.532.460 = \mathbf{1.435.116.740 \text{ Fcfa}}$  ;
- VA (2002) =  $1.557.479.400 - 77.873.970 = \mathbf{1.479.605.430 \text{ Fcfa}}$ .

### 2.1.3 ZIZIPHUS MAURITIANA

**Assez représenté dans toutes les régions couvertes par l'étude. Ses fruits font partout l'objet d'un commerce qui procure des revenus consistants aux différents acteurs de la filière.**

Caractéristiques de l'espèce :

**Du point de vue de la productivité, on a de cinq à cinq cents kg par pied/an selon les stations et les variétés. La récolte va de novembre à février. La pulpe contient beaucoup de vitamines A et C qui améliorent l'état sanitaire des enfants et des femmes. Cette teneur en vitamine lutte également contre les carences alimentaires. Elle est riche en Fer et en Calcium. C'est sans doute pour cette raison que la pulpe est utilisée pour enrichir la bouillie des enfants. Ajoutons enfin que ce produit se consomme aussi sous forme de petits pains et donne une boisson désaltérante.**

**Dans certain cas les analyses scientifiques montrent que les fruits du Ziziphus mauritiana ont une valeur nutritive très important.**

**Pour fixer les idées, et faire quelques estimations relatives aux fruits du Ziziphus mauritiana, nous pouvons tenter les hypothèses de travail suivantes :**

Hypothèse de travail :

**Le produit étant consommé sur l'ensemble du Territoire National pour évaluer la valeur**

**ajoutée, nous avons fait les hypothèses suivantes :**

- Toute la production est consommée, d'où la Production est égale à la Consommation ;
- Les consommations intermédiaires représentent 5% de la valeur de la Production ;
- La valeur de la consommation par personne et par an est de 100 Fcfa.

**La valeur de la Production (2001) est égale à = 100 Fcfa x 10.790.352 = 1.079.035.200 Fcfa**

**La Valeur de la Production (2002) est égale à = 100 Fcfa x 11.124.853 = 1.112.485.300 Fcfa**

**Les Consommations intermédiaires (C.I) sont égales à :**

- Les C.I. en 2001 = 1.079.035.200 Fcfa x 0.05 = 53.951.760 Fcfa
- Les C.I. en 2002 = 1.112.485.300 Fcfa x 0.05 = 55.624.265 Fcfa

**Les valeurs ajoutées (V.A) sont égales à :**

- La V.A. (2001) = 1.079.035.200 Fcfa - 53.951.760 Fcfa = **1.025.083.440 Fcfa**
- La V.A. (2002) = 1.112.485.300 Fcfa - 55.624.265 Fcfa = **1.056.861.035 Fcfa**

## 2.1.4 CORCHORUS TRIDENS

Ses feuilles sont utilisées concurremment avec celles du *Cassia tora* comme base de sauce dans certaines régions. Ce produit se caractérise par sa disponibilité, son accessibilité et il est facile à conserver. Ces feuilles sont utilisées comme base de sauce dans toutes les régions couvertes par l'étude.

## 2.1.5 FRUITS, FEUILLES ET FLEURS DE BALANITES

Caractéristiques de l'espèce :

La pulpe est un bon hypocholestérolémiant (médicament contre le cholestérol) comme l'atteste une étude menée sur des rats. La graine contient de 40 à 44 % d'huile et la pulpe du fruit contient du glucide jusqu'à 40 % de sucre. Elle contient aussi de nombreuses vitamines. C'est un aliment très prisé des enfants qui le sucent comme des bonbons ; ce qui lui donne l'appellation "datte du désert". Les fleurs et les jeunes feuilles préparées constituent un repas prisé, vendu concurremment avec Moringa sur le marché. En outre, les fruits alimentent un commerce transfrontalier entre le Niger et l'Algérie où ils sont utilisés pour la fabrication d'un jus qui baisse le taux de cholestérol.

Selon des enquêtes menées au nord de Tahoua, les fruits de Balanites peuvent procurer par an et par personne de 24 à 40 000 Fcfa (Guéro Maman 2000).

Pour faire une estimation mettant en relief l'importance monétaire de cette plan nous nous limitons seulement au commerce de ses fruits.

Hypothèse de travail :

**Le produit étant consommé sur l'ensemble du Territoire National, pour évaluer la valeur ajoutée, nous avons fait les hypothèses suivantes :**

- Toute la production est consommée, d'où la Production est égale à la Consommation ;
- Les consommations intermédiaires représentent 5% de la valeur de la Production ;
- La valeur de la consommation par personne et par an est de 100 Fcfa.

**La valeur de la Production (2001) est égale à = 100 Fcfa x 10.790.352 = 1.079.035.200 Fcfa**

**La Valeur de la Production (2002) est égale à = 100 Fcfa x 11.124.853 = 1.112.485.300 Fcfa**

**Les Consommations intermédiaires (C.I.) sont égales à :**

- Les C.I. en 2001 = 1.079.035.200 Fcfa x 0.05 = 53.951.760 Fcfa
- Les C.I. en 2002 = 1.112.485.300 Fcfa x 0.05 = 55.624.265 Fcfa

**Les valeurs ajoutées (V.A.) sont égales à :**

- La V.A (2001) = 1.079.035.200 Fcfa – 53.951.760 Fcfa = **1.025.083.440 Fcfa**
- La V.A (2002) = 1.112.485.300 Fcfa – 55.624.265 Fcfa = **1.056.861.035 Fcfa**

**L'importance économique de Balanites ne se limite pas seulement à la commercialisation de ses fruits. En effet ses fleurs et ses jeunes feuilles renforcent les qualités nutritives de certains plats, notamment le couscous. Leur commercialisation constitue la principale activité d'un nombre important des femmes dans presque toutes les zones visitées.**

**Ajoutons que les graines peuvent, une fois cuites et légèrement salées être consommées comme des olives. Les racines peuvent être utilisées pour faire du savon.**

#### 2.1.6 FRUITS DE *BOSCIA SENEGALENSIS*

**En cas de crises alimentaires, les fruits de *Boscia senegalensis* constituent un véritable bouclier contre la famine pour les hommes et les animaux. C'est l'une des rares espèces à végéter et à porter des fruits pendant les périodes de grandes sécheresses. Dans certaines régions du pays, la mémoire collective retient que cette plante a sauvé des générations d'une disparition certaine. Ceci découle du fait que la fructification de cette espèce coïncide avec la période de soudure. L'analyse de la valeur nutritive des graines donne à cette espèce végétale une utilité proche de celle du sorgho : 690 g d'amidon par kg, 250 g de protéine également par kg. Rappelons que la toxicité des fruits est notablement éliminée par un long trempage dans l'eau (deux à trois jours).**

#### 2.1.7 BORASSUS AETHIOPUM

**“ Dès que vous voyez un rônier, c'est que vous êtes au Niger “ cette boude met en relief l'effort fait au Niger pour sauver les rôniers tandis que les pays voisins ont détruit les leurs ; Particularité de la région «Gaya» le rônier commence à se reprendre dans tout le pays.**

**On estime que plus du tiers de la population de Gaya est directement touché par les effets économiques des rôneraies.**

##### 2.1.7.1 Rôle économique :

**Cet arbre connaît diverses utilisations ; “ aucune de ses parties n'est jetée ” nous dit le Président de la coopérative des riverains des rôneraies ( villages de Koté - Koté)  
En effet :**

##### 2.1.7.1.1 le bois : il est utilisé comme :

- Bois – énergie.
- Bois de service : les lattes sont vendues localement à 2.600 Fcfa l'unité et sont expédiées dans toutes les autres régions du Niger. Elles font aussi l'objet d'exportation vers le Nigeria et le Bénin.
- Bois d'œuvre : les rachis sont utilisés dans la fabrication des meubles : chaises, tables, lits, salons, bibliothèques vendus localement et de plus en plus vers les autres centres urbains particulièrement vers Niamey.

**En dehors du bois il y a les autres sous produits :**

**2.1.7.1.2 les fleurs : utilisées comme fourrage, les fleurs du rônier ont une grande valeur nutritive ;**

**2.1.7.1.3 le miritchi : il est vendu dans les autres localités du pays particulièrement à Niamey ;**

**2.1.7.1.4 les fruits : sur les fruits du rônier il faudra insister un peu plus, compte tenu de leurs intérêts économiques certains. La vente des fruits est une activité**

réservée essentiellement aux femmes. Ces fruits sont actuellement vendus en moyenne à 40 Fcfa l'unité. Une femme tire en moyenne un revenu de 50.000 Fcfa par an de cette activité selon une enquête menée auprès des représentants de la coopérative des riverains des rôneraies que nous avons rencontrés dans le village de El Toudou qui dispose, à lui seul, près de 2.000 pieds de rôniers.

Toujours au niveau des mêmes localités nous avons réuni un paquet d'informations que nous pouvons utiliser pour faire certaines extrapolations qui peuvent donner quelques indications sur l'importance économique du rônier.

**Total de pieds rôniers adultes : 3.065.186 dont :**

- mâles : 50,84% soit 1.558.341 pieds ;
- femelles : 49,16% soit 1.506.845 pieds.

**Rappelons que seules les femelles donnent de fruits et qu'un pied donne, selon notre enquête entre 100-200 noix. Cela donne une production théorique des noix qui va de 150.684 500 à 301.369.000.**

**Cependant nous pouvons faire l'hypothèse suivante :**

- chaque pied femelle porte 50 noix jusqu'à maturité,
- seule la moitié de ces noix est vendue soit 25 noix.

**Partant d'une telle hypothèse les seuls fruits de rôniers vendus donnent ; 1.506.845.000 Fcfa.**

**A cela, il faut ajouter les apports des autres sous- produits.**

**Si par exemple on fait l'hypothèse de la moyenne de 150 noix, on se retrouve autour de 4,5 milliards de Fcfa, ceci pour les fruits seulement.**

**Si on sait que le bois du rônier est vendu au Bénin et au Nigeria et si on garde à l'esprit tous les autres sous- produits on comprend aisément pourquoi le rônier doit être intégré dans le calcul de la richesse.**

**D'autres raisons qui militent en faveur de l'intégration du rônier dans le calcul du produit intérieur brut :**

- Il existe, en dehors des pieds adultes, 1.080.163 jeunes pieds provenant de la régénération ;
- -En dehors de la richesse qu'il génère le long des différentes filières, le rônier est en train d'être expérimenté dans toutes les autres régions du pays. Un projet a commandé l'an dernier quelques 70.000 plans au profit des autres régions du pays.

## 2.1.8 MORINGA OLEIFERA

Comme feuilles alimentaires, elles sont parmi les plus consommées actuellement et ce dans toutes les régions du pays . «Pas de cérémonie sans Moringa » : en effet, ces feuilles agrémentent beaucoup de repas. Dans tous les quartiers, les maisons de celles qui ont pour activités la préparation et la vente de ces feuilles sont constamment investies par les acheteurs du précieux compléments de repas. Et les feuilles de moringa existent en principe toute l'année.

A Maradi par exemple les feuilles du Moringa constituent le principal aliment vendu par les jeunes filles à longueur des journées. Dans cette ville qui semble être la capitale de ce produit, pas moins de 20 camions, selon nos enquêtes sur le terrain ont déchargé leur précieuse cargaison en moins d'une semaine. La pointe des déchargements journaliers a été atteinte un vendredi où pas moins de 7 camions ont été déchargés.

On estime que le nombre de sacs par camion varie de 500 à 800. En considérant 500 sacs par camions cela donne 10 000 sacs par semaines. Les prix du sac est actuellement de 1500 mais il peut aller jusqu'à 3.000 Fcfa en certaines périodes. C'est pourquoi une bonne partie du stock reste sur place, chez ceux achètent pour conserver en attendant «les meilleurs moments». Une partie de la cargaison est transportée vers les régions ouest du pays (Niamey et Dosso) qui, malgré leur importante production sont obligées d'importer pour faire face à une demande en croissance rapide.

Certains camions déchargés dans la ville de Maradi viennent du Nigéria nous a-t-on dit. Il ne nous a pas été possible de connaître la proportion importée du grand voisin du sud et celle produite dans la région de Maradi. C'est pour cette raison qui nous restons un peu prudents. Dans tous les cas cette plante gagne de plus de en importance qu'il faut la traiter avec beaucoup plus d'intérêt dans le cadre de son évaluation économique.

Dans une telle optique, supposer que chaque nigérien affecte 200 Fcfa à l'achat de ce produit n'a rien d'exagéré.

Hypothèse de travail :

**Le produit étant consommé sur l'ensemble du Territoire National, pour évaluer la valeur ajoutée, nous avons fait les hypothèses suivantes :**

- Toute la production est consommée, d'où la Production est égale à la Consommation ;
- Les consommations intermédiaires représentent 5% de la valeur de la Production ;
- La valeur de la consommation par personne et par an est de 200 Fcfa.

**La valeur de la Production (2001) est égale à = 200 Fcfa x 10.790.352 = 2.158.070.400 Fcfa**

**La Valeur de la Production (en 2002) est égale à = 200 Fcfa x 11.124.853 = 2.224.970.600 Fcfa**

**Les Consommations intermédiaires ( C.I. ) sont égales à :**

- Les C.I. (2001) = 2.158.070.400 Fcfa x 0,05 = **107.903.520 Fcfa**
- Les C.I. (2002) = 2.224.970.600 Fcfa x 0,05 = **111.248.530 Fcfa**

**Les valeurs ajoutées (V.A) sont égales à :**

- La V.A. (2001) = 2.158.070.400 Fcfa - 107.903.520 Fcfa = **2.050.166.880 Fcfa**
- La V.A. (2002) = 2.224.970.600 Fcfa - 111.248.530 Fcfa = **2.113.722.070 Fcfa**

## 2.1.9 NATRON

**Ce produit fait-il partie du champ de notre étude ? En effet, il nous a apparu important d'en faire cas compte de son importance économique dans le Boboye.**

**« C'est notre uranium » comme disait Elhadj Djibo, l'un des meilleurs spécialistes du natron de Boboye. Il estime qu'il y a trois camions par semaine qui quittent pour Tahoua, quatre pour le Nigeria, Cinq pour le Bénin. Au total 12 camions par semaines. En moyenne un camion charge 300 à 400 barres ; le prix de la barre varie de 5.000 à 11.000 Fcfa ce qui fait une moyenne de 8.000 Fcfa par barre.**

- Valeur minimale par camion :  $350 \times 8.000 = 2.800.000$  Fcfa
- Valeur minimale par semaine :  $2.800.000 \times 15 = 42.000.000$  Fcfa
- Valeur maximale par camion : 3.200.000 Fcfa
- Valeur maximale par semaine :  $3.200.000 \times 15 = 48.000.000$  Fcfa
- Valeur minimale par an :  $42.000.000 \times 52 = \mathbf{2,184}$  milliards Fcfa
- Valeur maximale par an :  $48.000.000 \times 52 = \mathbf{2,486}$  milliards Fcfa

## 2.2 LES ACTIVITES LIEES A LA FAUNE ET LA PHARMACOPEE :

### 2.2.1 LA FAUNE

**Certains phénomènes comme la dégradation de l'environnement, la destruction des habitats traditionnels, le braconnage et le rétrécissement de sa zone de prédilection ont eu des effets assez néfastes sur la faune ( et sur sa quantité de la faune et sur sa diversité). Traquée par les hommes et par l'aridité du climat, la faune trouve aujourd'hui comme derniers refuges, le Parc du « W », le désert ( réserves naturelles de l'AIR et duTénére), les forêts classées (le site des girafes de Kouré), les aires protégées et autres zones difficiles d'accès.**

**Malgré toutes ces contraintes, le Niger dispose d'un potentiel faunique riche et varié susceptible de jouer un rôle économique très important (recettes, création d'emplois directs et indirects, distribution des revenus, création des infrastructures économiques et sociales)**

**En effet les ressources fauniques font l'objet de plusieurs utilisation dont entre autres :**

- Alimentation (compléments de protéines surtout pour les couches les plus démunies de la population en contact avec les zones fauniques ).
- Pharmacopée pratiquement toutes les parties de l'animal sont récupérées et vendues.
- Ornement (certains animaux sauvages, certains oiseaux, les peaux, les plumages, les cornes). Le commerce de ces produits dans les sites touristiques constitue une source d'emplois et de revenus.

On sait en effet que la chasse attire, sur le plan touristique de grandes personnalités avec des pouvoirs d'achats très consistants ( les princes arabes) . Les services compétents parlent d'un apport estimé à près de 4 milliards sous forme d'effets directs et indirects.

Toutefois au stade actuel de l'étude, les données disponibles ne nous permettent pas de cerner tous les contours d'une telle activité. Il reste encore des régions non couvertes par l'étude et qui renferment de grandes potentialités fauniques.

### 2.2.2 LA PHARMACOPEE:

La grande majorité des ruraux et une bonne partie de la population urbaine ont recours à la pharmacopée pour se soigner. C'est ainsi que pour certaines espèces chaque partie (écorce, feuilles, fruits, racines, bois...) est utilisée pour soigner des maux précis. Compte tenu des difficultés économiques qui rendent les produits de la médecine moderne inaccessibles la grande majorité de la population a recours à la pharmacopée pour se soigner. Non seulement les produits de la pharmacopée sont plus accessibles (on y trouve pour toutes les bourses) mais ils sont disponibles n'importe où et n'importe quand.

Certains parlent d'un rapport d'un sur 360 (1/360) entre les deux types de produits. Autrement dit pour un (1) franc dépensé pour acheter un produit «moderne » il y a trois cent francs dépensés pour la pharmacopée traditionnelle. Si tel est le cas on imagine l'importance des sommes dépensées pour acquérir les ressources naturelles à but médical : cela revient à multiplier les chiffres d'affaire de toutes les officines qui existent au Niger par 360 pour trouver les dépenses liées à la pharmacopée.

Ces informations ont leur limite ; mais elle renferme une part de vérité d'où la nécessité d'entreprendre des investigations plus approfondies pour cerner les implications économiques, sociales et culturelles du secteur forêt et pêche.

Nous pouvons prendre une autre hypothèse :

Supposons que chaque nigérien consacre 2% de son revenu à l'achat des produits de la pharmacopée, qui est à notre avis assez réaliste vu l'importance de ces produits dans la santé des populations.

Cela nous donne 2% du PIB de l'année 2002 soit 2% de 1.402.300 millions soit 28.046 millions.

## 2.3 NOUVELLE VALEUR DU PIB FORET ET PECHE ET SES IMPLICATIONS SUR LE PIB RURAL ET LE PIB GLOBAL.

Partant des estimations faites sur les éléments constitutifs du PIB «forêt et pêche », sur quelque nouveaux produits et les nouvelles activités susceptibles d'être intégrés on peut donner, à titre tout à fait indicatif les nouvelles valeurs des agrégats suivants :

- PIB total ;
- PIB rural ;
- PIB Forêt et Pêche ;
- PIB Forêt et Pêche en % du PIB total et du PIB rural pour l'année 2002.

**Tableau n°22 : Nouveau PIB «forêt et pêche» sur la base des nouvelles estimations : en millions de Fcfa**

Produits	Valeur ajoutée en Millions de Fcfa
Bois	39.935
Poisson	52.063
Miel	2.701
Doum	735
Tamarin	988*
Gomme arabique	3.600
Cascia tora	317,058
Feuilles de baobab	1.470 ,605
Fruits de Ziziphus	1.056,86
Fruits de Balanites	1.056,86
Fruits du rônier	1.506,85
Moringa	2.113,72
Pharmacopée	28.046
<b>PIB Forêt pêche estimé en 2002</b>	<b>135.589,96</b>

Rappelons que parmi les six produits déjà pris en compte nous n'avons fait de nouvelles estimations que sur quatre (4) (poisson, miel, doum et gomme arabique). Le bois et le tamarin gardent leurs anciennes valeurs. On a ensuite pris quelques nouveaux produits comme simples indicateurs à propos desquels on a procédé à une certaine estimation.

Si ce tableau a un intérêt c'est celui de montrer que le secteur forêt est un gisement de richesses dont l'évaluation économique exige la mobilisation des moyens matériels et humains pour mener des investigations beaucoup plus approfondies. C'est aussi ce qui ressort du tableau ci-dessus.

**Tableau n° 23 : Valeurs avant et après estimation des PIB forêt et pêche, global, rural, et PIB forêt et pêche en % du PIB global et rural pour l'année 2002 :**

	Valeurs avant estimation	Nouvelles valeurs après estimation
PIB forêt et pêche	58.536	135.489,96
PIB rural	542.000	619.053,96
PIB total	1.402.300	1.479.253,96
PIB forêt et pêche en % PIB global	4,20%	9,16%
PIB Forêt et pêche en % du PIB rural	10,8	21,90%

Source : DSCN pour les valeurs avant estimation.

Bien qu'elles soient basées sur des hypothèses minimales, ces estimations ont permis de faire passer la contribution du secteur forêt et pêche au PIB de 4,2% à 9,16% avec une augmentation de 76,956 milliards. Le poids du secteur forêt et pêche est encore plus important dans le PIB rural ; sa contribution passe de 10,8% de ce PIB avant les estimations à 21,91% de celui-ci après.

Quant à la valeur du PIB global elle passe de 1.402,30 milliards avant estimation à 1.479,25396 milliards après soit une augmentation de 5,49%.

Cependant beaucoup de produits restent encore à intégrer. En effet nous n'avons fait des estimation que sur 4 produits parmi les six intégrés au calcul actuel du PIB. Parmi les nouveaux produits susceptibles d'être intégrés d'autres n'ont pas fait l'objet d'estimation au stade actuel de l'étude.

Pour la faune elle fera l'objet d'une estimation raisonnable lors des prochaines étapes.

C'est vrai que ces estimations comportent certaines limites. Elles prouvent néanmoins que la contribution du secteur forêt et pêche dans la richesse du pays est plus importante que ce qu'indique les chiffres actuels. Elles mettent par conséquent en relief la nécessité de repenser toute la stratégie en matière d'inventaire des activités et des filières, de collecte de données, de méthodologie de calcul, concernant ce secteur.

On trouvera ci- dessous quelques axes de réflexion dans ce sens.

### **CHAPITRE III : COMMENT AMELIORER LE SYSTEME ?**

Les propositions de mesures ou d'actions qui figurent dans ce rapport ne sauraient constituer une liste exhaustive ni définitive. Tout au plus il s'agit d'identifier les actions qui paraissent être les plus importantes et les plus « porteuses » d'évolution par rapport aux objectifs fixés et aux enjeux pour voir le secteur forêt et pêche occuper la place qui est la sienne dans le calcul des richesses nationales créées. De telles mesures et actions devraient permettre au secteur de participer à la réalisation des équilibres macro-économiques ; de contribuer à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté, et à la sécurisation des producteurs dans un environnement naturel, social et économique favorable.

A cet égard, ce rapport est une contribution à la réflexion en cours sur les perspectives de développement du secteur forêt et pêche au Niger et les moyens de poser les jalons d'une relance de ce secteur.

Les principales propositions d'amélioration sont les suivantes :

- a) Mobiliser des investissements en faveur de ce secteur qui a un potentiel de croissance très élevé, en vue d'améliorer les conditions de production, d'accroître les revenus afin de réduire la pauvreté sans menacer l'environnement.
- b) Former les producteurs en leur apportant des connaissances techniques nécessaires pour qu'ils puissent effectivement prendre en charge leur propre développement en intégrant dans chacun de leurs actes les conditions de durabilité. (Développement à la base).
- c) Inciter les acteurs à se regrouper pour mieux défendre leurs intérêts et pour préserver l'environnement (les marchés ruraux de bois pour éviter des coupes abusives) ;
- d) Mener une étude approfondie sur la consommation du bois afin d'identifier des solutions alternatives ( charbon minéral par exemple) pour prendre en compte toutes les externalités relatives à ce produit. Il s'agit de tenir compte des besoins actuels et ceux des générations futures;
- e) Sensibiliser les acteurs sur l'utilité de fournir des informations fiables;
- f) Mettre en place une politique visant à appuyer les producteurs dans la recherche des débouchés intérieurs et extérieurs compte tenu des objectifs actuels de modernisation du tissu économique et de diversification des exportations;
- g) Mobiliser les moyens matériels, financiers et humains plus conséquents en vu de la collecte des informations statistiques fiables et exhaustives;
- h) Trouver une meilleure méthodologie de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données et un meilleur système de suivi des questions de l'environnement en général et son apport économique direct en particulier;
- i) Créer une direction statistique spécifique aux questions environnementales;
- j) Inventorier les potentialités économiques forestières et dégager les principales tendances de leur évolution;

- k) Augmenter, responsabiliser et motiver le personnel des eaux et forêt dans les cadres de leurs activités;
- l) Identifier et tenir compte des enjeux et des intérêts des différents acteurs;
- m) Impliquer les populations et les collectivités de base dans la gestion des ressources naturelles;
- n) Appuyer les populations dans leurs activités ( transformation, commercialisation) par des subventions et des investissements surtout dans le cadre de la S RP.
- o) Initier, vulgariser, et faire respecter par les différents acteurs des techniques de prélèvement durables des ressources naturelles
- p) Adopter une stratégie nationale de promotion, notamment pour tous les produits de ce secteur susceptibles d'être exportés.
- q) Prendre des mesures en vue de vulgariser le charbon minéral à travers une politique énergétique cohérente pour réduire la pression sur les ressources végétales.

## CONCLUSION :

Le Niger est un pays pauvre parmi les pauvres, c'est ce qui ressort de tous les rapports sur le développement humain édités par le PNUD depuis 1990. Cependant, contrairement à ce qui se passe dans certains pays qui viennent parfois avant le Niger, dans le classement selon l'Indice de Développement Humain (IDH), on ne voit nulle part des bandes de nigériens affamés, en train de piller des magasins des organismes chargés de la distribution des aides alimentaires, cherchant de quoi manger. S'il en ait ainsi, c'est en partie parce que, les populations nigériennes ont appris depuis fort longtemps à mettre en place, des stratégies de sécurité alimentaire basée sur le prélèvement de leur environnement, des ressources nécessaires en cas de détresse alimentaire.

Cette étude a montré, nous osons l'espérer, qu'au Niger, la nature a des fonctions économiques et sociales importantes en ce sens qu'elle participe à la satisfaction des besoins matériels et spirituels des populations... Cependant des difficultés existent quant à l'évaluation économique de ces différentes fonctions et quant à la collecte des données pouvant servir de base à cette évaluation.

Aujourd'hui il y a beaucoup de richesses qui ne sont pas intégrées dans le calcul de la richesse nationale. Après avoir visité cinq régions sur huit les consultants ont, au stade actuel de l'étude, procédé à un certain nombre d'estimations, à titre tout à fait indicatif, qu'on peut résumer en quelques chiffres :

- passage du PIB forêt et pêche de 4,2% du PIB global à 9,21% de celui-ci ;
- passage du PIB forêt et pêche de 10,8% du PIB rural à 21,90% de celui-ci.

En outre le PIB forêt et pêche a connu une augmentation en valeur absolue de plus de soixante seize (76,953) milliards de **Fcfa**.

Il est important de souligner que ces estimations de quelques produits ont fait passer le PIB global de l'année 2002 de 1.402,300 milliards à 1.479,25396 milliards soit une augmentation du PIB global de l'ordre de 5,49%.

Ces chiffres ont évidemment leur limite; cependant d'après tout ce qui vient d'être dit, on peut affirmer deux (2) choses essentielles avec certitude:

- le PIB forêt et pêche n'est pas égal au 4%;
- le PIB forêt et pêche est supérieur à 4%.

Mais au-delà de toutes les estimations et de ces chiffres , ce travail se veut être, une modeste introduction à une problématique plus globale, une première étude pour fixer certaines orientations. En effet, il faut plus que quelques estimations sommaires sur quelques produits, effectuées après des visites relativement brèves dans les régions du pays, pour trouver des données susceptibles de refléter le poids économique de l'environnement qui s'approcherait de sa contribution réelle à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB).

Le dispositif actuel de collecte, de traitement et d'analyse des données comporte de sérieuses limites (la faiblesse de l'appareil statistique). Pour espérer donner quelques chances de succès à leur politique économique en général et à leur politique environnementale en particulier, les pouvoirs publics doivent accorder plus d'intérêt à la recherche des informations statistiques. Ils doivent, pour cela, tout mettre en œuvre en vue de pallier les insuffisances actuelles dans ce domaine (manque de fiabilité et de cohérence des données, limite d'ordre institutionnel et méthodologique, etc. )

Compte tenu de la croissance démographique (3,3% l'an), de l'état de pauvreté dans lequel vivent les populations et du caractère extensif de l'agriculture et de l'élevage, la pression sur l'environnement ne pourra que s'accroître dans l'avenir si rien n'est fait pour inverser les tendances actuelles à sa dégradation. Cela montre l'impérieuse nécessité d'initier, sur le plan

national, une politique environnementale qui tienne compte, dans ce domaine, des contraintes actuelles et futures du pays dans son ensemble. Compte tenu de l'importance des enjeux, il revient à l'État, seul détenteur du monopole de la contrainte physique légitime, d'édicter des règles qui doivent s'imposer à tous... dans l'intérêt de tous...

## BIBLIOGRAPHIQUE

1. Raymond V, l'économie forestière  
" que sais-je" n°1491, PUF;
- 2 .Dictionnaire des Sciences de l'Environnement;
3. Ahmadou M. et al, Guide pratique de mise en place et suivi des marchés ruraux de bois-énergie,PED, décembre 2002;
4. Dossier : Développement durable  
Courrier n°193 juillet- août 2002;
- 5° Abarchi M. Crédit agricole au Sénégal: expérience et perspective  
Mémoire de DESS en Économie de Développement UCAD, Dakar, Sénégal 1987;
- 6 . FAO, Développement des pêches: études socio-économiques sur la pêche du fleuve Niger, Rome 1988;
7. Stratégie de Réduction de la Pauvreté ( SRP)  
République du Niger  
Niamey, janvier 2002;
8. Deuxième atelier régional sur l' information en bois-énergie en Afrique Francophone;  
Lomé Togo 4-8 JUIN 2001  
Rome, 2001;
9. FAO, Développement Durable et Environnement, Stockholm 1972- Rio 1992;
10. Programme Cadre National de lutte contre la pauvreté  
Ministère des finances et du plan  
Niamey, mai 1996
11. Abarchi M. De l'importance de la prise en compte du secteur rural dans la planification au Niger ; Rapport de stage Ucad Dakar, Sénégal 1983;
- 12 . DANIDA Ref 104 Niger 3, Évaluation de l'appui du Danemark à la Stratégie Énergie Domestique au Niger, mai 200;
13. Direction des Eaux et Forêt ( Mali), l'aménagement concerté des ressources forestières, longueil, Qe, Canada;
14. ALPHA G.B, CHALARE.A, ISSA. A, Développement à la base et participation populaire au Sahel? Niamey, septembre 1994;
15. NA-ANDI MAMANE TAHIR, Rapport sur le Système de Suivi des Informations sur les Pêcheries ( SSIP) du Lac Tchad;  
Ministère de l'Hydraulique, de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification Direction de la Pêche de la Faune et de la Pisciculture.

16. Guéro MAMAN, les Plantes de Cueillette, Potentialité, Rôle dans Sécurité Alimentaire des Populations et Distribution Actuelle dans le Nord du Département de Tahoua  
Cas des Arrondissements d'Abalak et de Tchintabaraden  
Mémoire, Faculté d'Agronomie  
Avril 2000

### **Annexe III : Liste des personnes et structures rencontrées**

#### **1. Liste des personnes rencontrées**

Ms Ali Harouna, Directeur National de la Faune, Pêche et Pisciculture, MHE/LCD  
Souley Habi, Directeur national Adjoint de l'Environnement, MH/E/LCD  
Azara Malam Sully, Directeur des Etudes et Programmes, MH/E/LCD  
Zabeirou Tidjani, Chef Division Statistique et de la Cartographie Forestière, DE  
Nourou Elh. Hassane, Division des statistiques et de la Cartographie forestière, DE  
Hamani Zada, Directeur Régional de l'Environnement Tillabéri  
Mme Hama Ramatou Kaboyé, Trésorière Générale de l'Ong Bonférey, Ti  
Mr Oumarou Kaboyé, pisciculteur privé Ti  
Le responsable Environnement PASP, Ti  
Groupement des pêcheurs de Tillabéri  
L'animateur PASP de Goulbal, Ti  
Mr Tahir Maman Na-Andi Superviseur Enquête sur le Système de Suivi des Informations sur le Pêcherie (SSIP) dans la région de Diffa .  
Ms Soumana Garba, Délégué du Amirou de Koiria Haoussa, Ti  
Hassane Mossi, Comité de Gestion ( Contrôleur), Koiria Haoussa, Ti  
Harouna Birgui, Comité de Gestion (Caissier), Koiria Haoussa, Ti  
Issoufou Abdou, exploitant Privé de plantation de Ziziphus, Koiria Haoussa, Ti  
Mathieu Bello, Chef Service Arrondissement de Tera  
Issoufou Boureima, Chef de Poste Forestier de Torodi  
Le Secrétaire Général de la Coopérative de Miel de Makalondi  
Mme Seydou Amsatou, Chef service Commune I de l'Environnement, CUN  
Ms Illé Koulou, Directeur Régional de l'Environnement, CUN  
Elh. Bello, producteur privé de bois  
Marichatou Amadou, directeur Régional de l'Environnement Dosso  
Chaibou Moussa, Chef Service Arrondissement de l'Environnement Gaya  
Babalé Amadou, Sous – Préfet de Gaya  
Le sous – Préfet de Boboye  
Moussa Bouda, Coordonnateur du PADEL, Gaya  
Elh. Dan Doufou, producteur privé de produits de de ronier  
Membre de la coopérative de miel de Gaya  
Membre de la Cofa, Gaya  
Nouhou Atta, Responsable Génie Rural, PDRT, Tahoua  
Garba Baba , Responsable Environnement PDRT, Tahoua  
Laouali Arzika, Directeur Régional de l'Environnement Tahoua

Mamane Adoullahamane, Chef Service Arrondissement Konni  
 Le Sous – Préfet de Konni  
 L ‘Adjoint au Sous – Préfet de Madaoua  
 Zangui Birgui, Chef Service Arrondissement de Madaoua  
 Backa Ousseini, Président du Comité de Gestion du site de Tambeye Nomade  
 Akilou Mamane, Directeur Adjoint Régional de l’Environnement de Maradi  
 Gambo Mamane, Service Reboisement et Aménageùents Forestiers, Maradi  
 Chef Service Arrondissement de l’Environnement d’Aguié  
 S.G. Préfecture Diffa  
 Chef de Canton N’Guigmi  
 S/Préfet Maïné  
 Illiassou Aboubacar DRE Diffa  
 Oumarou Haïdara SAE  
 Mahamadou DP Diffa  
 Moutari Tambari SCE  
 Idé Dodo PV Diffa  
 Mamaman Aman SAE Maïné  
 Madame Mariama SDE Diffa  
 Représentants des pêcheurs  
 Boulama Maïna  
 Boulama Ousseini  
 Kiari Karangama  
 Responsable antenne PAFN Diffa  
 Iro Moussa Morphi DRE Zinder  
 Kader Mohamed SDE Mirriah  
 Kanta A. Madougou SDE Mirriah  
 Abarchi Gaya Secrétaire permanent COFO Mirriah  
 Hassan Elh. Abdou Chef Poste forestier Guidimouni  
 Amadou Chef Brigade Agadez  
 Harouna Oumarou SGA Agadez  
 Hadara Mohamed Directeur Sonichar  
 Mahadi Responsable SCE Agadez  
 Responsable DRGR  
 Responsable DRE  
 Le coordonnateur di Projet FIDA/ Aguié  
 Chef Services Arrondissement de l’Environnement de Madarounfa  
 Chef de Poste forestier de Gabi  
 Souley, expert sie projet PRIPAN  
 EDDY Andreoni, conseiller technique SE/ CNEDD

## 2. Liste des structures rencontrées

Les services Régionaux de l’Environnement  
 Les services Régionaux de l’Agriculture  
 Les services Régionaux d u génie Rural et de l’Hydraulique  
 Les services Régionaux de l’Elevage  
 Les Services Régionaux du Plan  
 Les services départementaux d  
 Les services départementaux de l’Environnement  
 Les services départementaux de l’Agriculture  
 Les services départementaux du génie Rural et de l’Hydraulique  
 Les services départementaux de l’Elevage  
 Les Services départementaux du Plan  
 Les coopératives des pêcheurs

Les coopératives d'apiculteurs  
Les structures locales de Gestion des marchés ruraux de bois  
Les projets  
Les Ongs et Associations de Développement  
Les Commissions Foncières  
Les institutions Internationales

Chef SDE Matameye

Chef de Canton Hamdara  
SG Préfecture Zinder  
S/Préfet Mirriah  
Responsable DRA Zinder  
Responsable DRGR  
Responsable DRE  
Responsable DRE Agadez  
Responsable DRGR Agadez  
Responsable DRE Agadez  
Responsable SDE Tchirozérine  
Responsable antenne PAFN Agadez